



- شش ا- "ش ادايلي" بيف طصش اخلطيج لصيني الاذاخ اشتيج اتي ذ هي ا بداتنرا يطخرا تاذاء.  
يؤوذ اصرش ا اعوذك فو رحيك اعذاح ا ت ع. اش اشنيو ينغ ا نحيك تفتاغ غش  
عادي.

Le Monde (France)

# Syrie : la tentation de l'aide militaire aux insurgés

Après le veto russe et chinois à l'ONU, le Qatar pourrait prendre la tête d'un groupe de soutien aux opposants syriens

Doha  
Envoiyé spécial

Un permis de tuer. C'est par cette formule choc que le premier ministre qatari, Hamad Ben Jasssem Al-Thani, a réagi au veto opposé par la Russie et la Chine, samedi 4 février, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, au projet de résolution condamnant la répression en Syrie. L'indignation le disputait à l'écœurement dans les réactions internationales après le vote, à l'instar de celle de l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Susan Rice, qui s'est dite « dégoûtée ». Le texte endossait le plan de la Ligue arabe prévoyant la mise à l'écart graduelle du président syrien Bachar Al-Assad. Son rejet a suscité un tollé d'autant plus grand qu'il est survenu au lendemain de la mort à Homs, bastion de la contestation, de plus de 200 personnes dans des bombardements. Le carnage s'est poursuivi durant le week-end, avec une centaine de tués supplémentaires, civils et militaires.

La Russie a motivé son obstruction en arguant que le texte appelait à un « changement de régime », une ligne rouge pour le Kremlin, qui ne veut pas perdre son dernier allié en Méditerranée. Son ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, accompagné du chef du renseignement extérieur, est attendu mardi à Damas, pour évoquer la mise en place de « réformes démocratiques indispensables ».

Il est peu probable cependant que l'entêtement de Moscou fasse fléchir les dirigeants qatari. Après avoir désavoué le chef d'Etat syrien, qui fut longtemps son protégé, l'émir Hamad Ben Khalifa Al-Thani s'est convaincu de la nécessité de s'en débarrasser. « Quand l'émir se fait le champion d'une cause, il ne lâche pas, prévient Salman Cheikh, directeur de l'antenne qatarie du Brookings Institute, un cercle de réflexion américain. Il a l'entregent et les ressources pour aller au bout de son idée. »

Dans l'immédiat, les options qui s'offrent au Qatar consistent à mettre sur pied le Groupe des amis du peuple syrien, dont le président français, Nicolas Sarkozy, a lancé l'idée, et à remobiliser la Ligue ara-



## « Prendre le risque de montrer son visage »

Présent à Homs pour « Le Monde », dans les quartiers contrôlés par l'opposition, le photjournaliste Mani raconte une ville en état de guerre :

« Dès que l'armée syrienne bombarde, les militants chargés de l'information dans le quartier de Bab Amro, bastion de la contestation, s'organisent. Un "direct" est organisé à toute hâte dans la rue, à la lumière d'un projecteur si la nuit est déjà tombée. Khaled Abou Salah contacte la chaîne Al-Jazira et Danny, un Syro-Britannique, CNN. L'un et l'autre ont décidé de prendre le risque de montrer leur visage à la télévision. Dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février, les soldats de l'Armée syrienne

libre (ASL) sont passés à l'attaque contre deux positions tenues par l'armée dans le quartier de Bayada, au nord de celui de Khaldiyyé, qui avait été frappé deux jours plus tôt par des bombardements meurtriers. Cette offensive a visé tout d'abord le bâtiment de la poste, dont la garnison, composée de d'une cinquantaine d'hommes, s'est vite rendue sous le feu de trois bataillons – environ 400 à 500 hommes armés de fusils d'assaut, de mitrailleuses et de grenades. Un autre bâtiment de la Sécurité criminelle a été pris d'assaut et en partie détruit. Les soldats de l'ASL ont reflué lorsque l'armée a répliqué, trop tard, par des tirs de mortiers. » ■ MANI

be, dont il assure la présidence tournante jusqu'en mars. « Bon nombre des sanctions décidées par les Etats membres n'ont toujours pas été mises en application, comme, par exemple, la suspension des liaisons aériennes entre Damas et les capitales arabes, souligne Hazem Nahar, un opposant syrien en exil au Qatar. Si toutes ces mesures deviennent effectives, le régime aura beaucoup plus de mal à payer

les chabitha [miliciens pro-régime] et les membres des services de sécurité. Cela pourrait accélérer son effondrement. » Au sein de la Ligue arabe, le Qatar peut compter sur le soutien de la Libye et de la Tunisie, dont le premier ministre, Hamad Jéballi, a appelé à expulser l'ambassadeur syrien.

Voilà pour l'action diplomatique. En coulisses, le Qatar pourrait être tenté, comme il l'a fait en

Libye, de fournir un appui militaire aux insurgés syriens, voire de l'accroître si l'on estime, comme certains analystes, que cette coopération est déjà en place. « Ce n'est pas demain que l'on verra des troupes étrangères en Syrie, assure David Roberts, du Royal United Services Institute, autre cercle de réflexion basé à Doha. Les pays occidentaux sont toujours terrifiés par l'idée d'une intervention militaire.

Mais après le veto russo-chinois, le Qatar pourrait se sentir davantage autorisé à envoyer de l'argent, des armes et des instructeurs aux membres de l'Armée syrienne libre. » Une option encouragée par le sénateur américain Joe Lieberman.

C'est en rappelant son ambassadeur à Damas en juillet 2011, quatre mois après le démarrage du soulèvement, le 15 mars, que le Qatar a officialisé sa rupture avec le régi-

me Assad. Ce tournant était attendu depuis que la chaîne Al-Jazira, reflet et relais de la diplomatie qatarie, avait pris le parti des opposants, après quelques semaines de flottement. D'un coup, le président Bachar Al-Assad et son épouse Asma sont devenus persona non grata dans la micro-monarchie. Les investissements qatari en Syrie, estimés à 5 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros), comprenant la construction de deux centrales électriques, ont été gelés et transférés pour certains en Jordanie.

« Le Qatar s'est prêté au grand jeu régional, conçu par l'Arabie saoudite, qui consistait à sortir la Syrie de l'orbite de l'Iran chiite et à

« Le Qatar joue la carte de la rue arabe. Il veut se positionner du bon côté de l'Histoire »

David Roberts  
Royal United Services Institute

la ramener dans le camp sunnite », affirme M. Roberts, qui rappelle comment l'émir fut l'artisan, en 2008, du rapprochement entre Paris et Damas. « Il joue désormais la carte de la rue arabe. Il veut se positionner du bon côté de l'Histoire. »

Dans cette entreprise, toute la difficulté pour le Qatar consiste à ne pas froisser son puissant voisin iranien, avec qui il partage le North Field/South Pars, le plus grand gisement de gaz naturel au monde. Pour l'instant, l'entente entre les deux pays ne semble pas avoir pâti de la crise syrienne. Mais si Doha venait à s'impliquer ouvertement dans la militarisation du soulèvement en Syrie, prenant le risque d'apparaître comme l'allié de grandes manœuvres occidentales contre le programme nucléaire iranien, Téhéran pourrait ne pas rester passif. En 2004, un haut dirigeant iranien avait accusé le Qatar de pomper plus que de raison dans le champ gazier sous-marin, et une plate-forme d'extraction avait été saccagée par des Gardiens de la révolution. Le coup de semonce n'a pas été oublié à Doha. ■

BENJAMIN BARTHE

Le Monde (France)

## « Aucune marge de manœuvre au Conseil de sécurité »

### Entretien

#### New York (Nations unies)

Correspondante

Suite au deuxième veto russo-chinois opposé en quatre mois à une résolution du Conseil de sécurité condamnant la répression en Syrie, l'ambassadeur français auprès de l'ONU, Gérard Araud, analyse cet échec diplomatique. **Comment expliquez-vous ce deuxième veto russo-chinois ?**

Ce veto est incompréhensible. Nous avions négocié longuement, et les Occidentaux avaient fait beaucoup de concessions. Nous avons vécu le même scénario qu'en octobre 2011, lors du précédent veto russe. Au moment d'envoyer le texte à nos capitales, jeudi 2 février au soir, l'ambassadeur russe, Vitali Tchourkine, nous a dit : « Je recommanderai un vote positif. » Le lendemain, nous étions témoins d'un revirement à 180 degrés. Après le vote, samedi, Vitali Tchourkine lisait ses instructions sans même essayer d'argumenter. Il savait que nous étions allés très loin dans nos concessions. C'était quasiment inespéré pour les Russes, toutes leurs lignes rouges avaient été respectées. **De quoi relevaient ces nouveaux amendements ?**

Ils étaient inacceptables, car ils visaient à établir une équivalence entre les forces de la répression et

les manifestants. L'un d'entre eux appelait l'opposition à se dissocier des groupes armés ; nous étions prêts à introduire une phrase appelant « toutes les parties à se dissocier de l'extrémisme ». Mais les Russes souhaitaient surtout modifier la clause du plan de la Ligue arabe demandant aux militaires de se retirer des villes, en ajoutant la condition : « lorsque les bandes

« L'inquiétude, c'est que Damas voie dans ce veto [russo-chinois] un feu vert à frapper encore plus fort »

armées se seront retirées ». Autrement dit, l'armée n'aurait jamais bougé. Enfin, les Russes cherchaient à supprimer toute l'énumération des violations des droits de l'homme et la contrainte de temps imposée par le calendrier de la Ligue arabe. Ces amendements de dernière minute n'auraient fait qu'altérer l'équilibre du texte, au profit du régime syrien. **N'était-il pas possible de reporter le vote ?**

Les Russes souhaitaient prolonger les discussions de trois ou quatre jours, mais un report, sans doute possible une semaine plus tôt, n'était plus envisageable après l'of-

fensive des troupes syriennes à Homs (plus de 200 morts). Le Conseil national syrien a indiqué que la stratégie des Russes était d'offrir trois ou quatre jours de répit à l'armée syrienne pour lui permettre d'écraser la rébellion. L'inquiétude, c'est que Damas voie dans ce veto un feu vert à frapper encore plus fort, et l'opposition, un encouragement à privilégier la voie des armes.

**Quelle marge de manœuvre cela laisse-t-il à la diplomatie ?**

Aucune pour le moment au Conseil de sécurité. Sauf à ce que les Russes, après le voyage de Sergueï Lavrov à Damas ce mardi, reviennent au Conseil avec un prétendu plan que l'on nous présentera comme « formidable ». Le président Nicolas Sarkozy a proposé, en partenariat avec des pays européens et arabes, la création d'un « groupe des amis du peuple syrien ». L'objectif est de continuer à soutenir l'initiative de la Ligue arabe, seule solution politique sur la table. Elle n'est pas parfaite, mais elle a l'avantage de proposer un scénario de transition.

**Le Conseil de sécurité n'est-il pas en train de perdre de sa crédibilité ?**

Si l'on raisonne dans ces termes-là, il n'en a plus depuis longtemps. Sur le conflit israélo-palestinien, il n'a rien fait, sur l'Afghanistan, pas grand-chose. Le Conseil agit lorsqu'il y a un accord

du P5 [membres permanents dotés du droit de veto : Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie]. Sinon, c'est la paralysie. Les gens oublient que, pendant la guerre froide, il ne se réunissait qu'une fois par mois.

**N'est-ce pas un argument de plus en faveur d'une réforme ?**

La réforme du Conseil de sécurité, les Etats-Unis et la Russie n'en veulent pas. Les Etats moyens n'en veulent pas non plus car ils ne deviendront pas membres permanents. La France et le Royaume-Uni poussent à la réforme du Conseil pour renforcer sa légitimité, mais nous nous heurtons depuis des années à cette réalité.

**Quelle leçon peut-on tirer de cette impasse syrienne ?**

C'est un échec du Conseil de sécurité et de la communauté internationale. Nous le répétons depuis six mois, la Syrie est en train de s'enfoncer dans la guerre civile, et ce n'est pas seulement une question humanitaire. C'est une question politique majeure, parce que la guerre civile va prendre des aspects confessionnels et qu'elle débordera au Liban. La bonne nouvelle, ce sont les 13 votes « pour ». L'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud ont voté avec nous. C'est vrai que notre texte était très modéré, mais il y a eu une vraie mobilisation du monde arabe. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
ALEXANDRA GENESTE**

Le Figaro (France)

# Syrie: des militaires russes omniprésents

## En coulisses, les alliés de Damas cherchent à piloter une transition politique. Avec ou sans Bachar el-Assad.

GEORGES MALBRUNOT

**MOYEN-ORIENT** Plus que jamais, le drapeau russe flotte aux côtés du fanion syrien à l'entrée de la base navale de Tartous, sur la côte méditerranéenne, ultime tête de pont de Moscou au Moyen-Orient. « Ces derniers mois, de nombreux coopérants de la marine russe ont été envoyés sous couverture en Syrie, rapporte un expert militaire français au Moyen-Orient, mais il s'agit de conseillers militaires et d'agents du renseignement, qui ont été dispersés dans l'armée, les services de sécurité et certains ministères à Damas. » Objectif :

influer sur la crise provoquée par la répression sanglante d'un soulèvement, qui menace le pouvoir du président Bachar el-Assad, leur dernier allié au Moyen-Orient.

« Sur le terrain face aux insurgés, Bachar n'avance pas sans un aval russe », affirme un homme d'affaires franco-syrien en contact avec la hiérarchie sécuritaire à Damas. Mais « Moscou a mis, selon lui, une ligne rouge à son appui : ne pas rééditer de massacre similaire à celui d'Hama » en 1982, lorsque plus de 15 000 islamistes avaient été liquidés dans cette ville martyre, après avoir lancé une insurrection contre Hafez el-Assad, le père de l'actuel président.

Aujourd'hui, en échange de son soutien indéfectible, illustré par le veto opposé durant le week-end à une résolution onusienne condamnant Damas, Moscou réclamerait la réouverture d'une station d'écoutes que les Soviétiques possédaient du temps de la guerre froide sur le mont Qassioun, qui domine la capitale syrienne. Cette exigence sera au centre des entretiens qu'auront aujourd'hui à Damas Bachar el-Assad et le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, flanqué de son chef du service de renseignements extérieurs, Michail Fratkov. Le duo russe va chercher à convaincre Assad de la mise en place rapide des « réformes démocratiques indispensables », même si l'opposition réclame avant tout un départ du raïs.

### Des quartiers de Homs de nouveau sous les bombes



Un homme évacue un enfant blessé, lundi, à Homs. YOUTUBE/AFP

AU MOINS 69 personnes, en majorité des civils, ont été tuées hier en Syrie. À Homs, haut lieu de la contestation, au moins 42 civils sont morts et des dizaines ont été blessés au cours d'un bombardement d'une violence inédite, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres. À Zabadani, des centaines de blindés ont pris d'assaut cette ville rebelle au nord-ouest de Damas, « parallèlement à des tirs nourris et des bombardements de chars », toujours selon l'OSDH.

Dans la province d'Idleb (Nord-Ouest), six personnes ont également été tuées et des dizaines blessées après la chute d'une roquette sur un champ agricole. De leur côté, des déserteurs de l'Armée syrienne libre (ASL) ont attaqué un barrage de l'armée à Bara dans la province d'Idleb, tuant trois officiers, et faisant prisonniers plusieurs soldats, selon l'agence officielle Sana. Par ailleurs, les États-Unis ont fermé hier leur ambassade à Damas, tandis que le représentant britannique était rappelé pour consultation à Londres. (AFP)

### Relooker le parti Baas

Les analystes les plus optimistes estiment que les Russes pourraient tenter d'entreprendre un « démantèlement contrôlé » du régime Assad, « une transition contrôlée vers un nouveau régime dépoilé d'Assad, mais édifié autour des loyalistes de la dynastie Assad », selon Shashank Joshi du Royal United Services Institute. En fin de semaine dernière, des diplomates de l'ambassade russe à Damas ont multiplié les contacts avec des leaders de l'opposition sur place. En vain. Ces derniers refusent l'invitation de Moscou pour engager un dialogue

### « Sur le terrain, face aux insurgés, Bachar n'avance pas sans un aval russe »

avec le régime. Ce n'est pas la première fois que la Russie tend une perche aux opposants. En juin déjà, Moscou avait invité certains ténors de l'opposition ; et quelques semaines plus tard, ses émissaires avaient proposé à l'un d'entre eux de diriger un gouvernement, toujours présidé par Assad.

La Russie est soupçonnée d'avoir récemment livré des batteries antiaériennes à Damas, qui redoute des bombardements de l'Otan. Moscou a également conclu un accord de 550 millions de dollars portant sur la livraison de 36 avions d'entraînement et d'attaque légers Yak-130, mais la première fourniture n'a pas encore eu lieu. La coopéra-



Bachar el-Assad et Dmitri Medvedev, en mai 2010, à Damas. JAMAL SAIDI/REUTERS

tion sécuritaire n'est pas la seule à avoir été renforcée. Depuis quelques semaines, des experts russes encadrent la réorganisation du Baas, le parti unique au pouvoir, qu'un Congrès général doit entériner le mois prochain. « Les Syriens sont en train de transférer des pouvoirs et de l'argent de l'État ou de certaines administrations vers un nouveau Baas, qui doit être en position de force lorsqu'Assad annoncera théoriquement en mars l'ouverture au multipartisme », avertit un observateur libanais.

Un peu comme les ex-Soviétiques l'avaient fait avec le PC à la chute du communisme à Moscou. « Les Russes pensent qu'ils sont bien placés pour piloter la transition. Ils ont instruit les généraux syriens. Ils ont eux aussi basculé d'un système totalitaire à un faux multipartisme », ajoute l'observateur. Avec ou sans Bachar ? Ils paraissent en tout cas les mieux placés pour fomenteur un coup d'État parmi les généraux alaouites, qui encadrent l'armée. Si un jour ordre leur était donné d'agir. ■

## L'hypothétique efficacité des sanctions

ISABELLE LASSERRE

ONZE MOIS après le début de la révolution syrienne, les sanctions prises par la communauté internationale n'ont pas

« amoindri le rôle de l'ONU et de la communauté internationale », comme l'a lui-même reconnu le secrétaire général, Ban Ki-moon. Il donne aussi raison à la thèse de l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine sur « la fin du mono-

Libération (France)

# A Homs, «abandonnés par tout le monde»

En Syrie, des bombardements intenses ont continué toute la journée, hier, dans les quartiers rebelles. Témoignages.

Par HALA KODMANI

Une jeune voix porte au bout du téléphone satellite malgré les tirs intenses que l'on entend distinctement. Il tient à parler tout d'abord de la prouesse que vient de réaliser un chirurgien. «Il a réussi à reconstruire le bas du visage d'un enfant de 12 ans à moitié arraché par une bombe.» Walid, militant de 22 ans, travaille essentiellement ces derniers jours comme brancardier avec les équipes médicales des comités de coordination locaux dans le quartier de Baba Amr, à Homs. «Les hôpitaux de campagne ont été particulièrement visés ce lundi matin. C'était la panique pour transférer sous les bombardements le matériel, les lits et les blessés – certains anesthésiés ou perfusés en pleine opération – vers d'autres lieux.» Hôpital de campagne est un bien grand mot pour les centres de soin d'urgence, installés dans des appartements privés : trois ou quatre matelas à même le sol où attendent les plus gravement atteints, et un lit autour duquel opèrent un médecin, une infirmière et deux aides-soignants improvisés. Cinq ou six hommes plus légèrement blessés sont debout dans le couloir. «La nuit a été calme à Baba Amr. Mais dès 6 heures du matin lundi, un déluge d'obus s'est abattu sur nos têtes», raconte un témoin en direct sur la chaîne d'information Al-Arabiya. Un tir par minute ou toutes les trente secondes ? La comptabilité fait débat parmi les habitants qui en ont vu bien d'autres ces derniers mois. Ce quartier populaire de la lisière sud de Homs est en effet l'un des principaux foyers rebelles de la ville, elle-même consacrée comme «capitale de la révolution». Les forces gouvernementales ont-elles décidé d'en finir cette fois avec Baba Amr et Homs après «le feu vert du Conseil de sécurité» comme disent les Syriens ? «Cela ne prendrait pas plus d'une demi-heure pour les écraser. S'ils n'étaient pas reliés en direct à plusieurs chaînes de télévision satellite, on l'aurait fait depuis longtemps», confiait, en novembre, Assaf Chawkat, beau frère de Bachar al-Assad et chef de l'un de ses principaux services de

renseignement. Ces propos ont été tenus dans un hôtel de Homs lors d'une conversation privée avec Anouar Malek, observateur de la Ligue arabe, qui a dénoncé les aberrations de cette mission. Le juriste algérien a indiqué la semaine dernière, dans une rencontre avec la presse à Paris, combien la résistance de ce quartier qu'il a pu visiter était devenue un symbole à abattre pour le régime syrien. L'Armée de la Syrie libre (ASL) qui défend ce quartier, avait tenté de mener des attaques la veille contre les barrières des forces loyalistes aux alentours, «mais cela semblait si futile face aux chars, aux véhicules blindés et aux armes lourdes», commente le correspondant de la BBC sur place.

## RÉCIT

«LARMES». Le déséquilibre flagrant des forces n'entame pas la confiance des habitants de Homs et de leurs hommes armés qui réussissent à tenir en échec «des bandes assadistes». Omar, combattant à Khalidiyeh, le quartier où s'est produit «le massacre» dans la nuit de vendredi à samedi dernier, faisant plus de 200 morts, affirme que «le moral est très élevé et la victoire certaine puisque nous sommes encore debout». Survivre est une victoire en soi pour ce militant de 26 ans, qui raconte sur Skype la nuit d'enfer qu'il a vécu avec sa famille. «Nous venions de rentrer de la grande manifestation du vendredi de la commémoration du massacre de Hama de 1982. Il était 20 heures quand nous avons entendu une immense déflagration. Les gens dans la rue ont commencé à hurler en courant dans tous les sens. Mon premier réflexe a été d'appeler tous les voisins de notre immeuble de six étages à descendre chez nous, au rez-de-chaussée. Peu après, un voisin est arrivé affolé nous apprendre que deux obus étaient tombés sur la maison d'à côté faisant six victimes qu'il était impossible de dégager des décombres. Je suis parti à la rescousse sous les bombes qui continuaient de tomber et j'ai vu en chemin des voitures brûler, des maisons défoncées et des corps qui gisaient dans les rues. Tous les hommes du quartier se sont mobilisés pour transporter les blessés, donner leur sang et consoler certains qui venaient de perdre des pro- ●●●

●●● *ches. J'ai croisé un ami qui venait de voir son frère tué. Je l'ai pris dans les bras et j'ai voulu cacher mes larmes. Le pilonnage a duré jusqu'à la prière de l'aube, vers 5 heures du matin. Depuis le minaret, le cheikh s'est mis à réciter les noms de tous les martyrs tombés dans la nuit. Cela a pris près de trois quarts d'heure. Lors des obsèques vers midi, nous étions près de 10 000, rassemblés sur la place centrale autour de la mosquée. Des milliers de visages remplis de détresse, mais surtout de colère. Une manifestation monstre a suivi la prière. Les chants de la révolution ont repris aussitôt. Des enfants tenaient des morceaux de bois en guise de pistolets. Sommes-nous fous ? Non, mais rêveurs, éplorés, Syriens de Homs et promis à la victoire ! »*

**DÉSERTÉ.** Hors des quartiers rebelles, la ville, qui compte plus d'un million d'habitants en temps normal, se vide peu à peu. Tous ceux qui ont de la famille ailleurs dans le pays sont partis les uns après les autres, et des milliers de réfugiés de Homs se trouvent à la frontière avec le Liban. Le quartier chrétien de Hamidyeh est déserté depuis plusieurs semaines, affirme l'un de ses habitants, réfugié à Damas. « Les miliciens du régime ont pris notre immeuble comme poste de tir sur Khalidyeh et les hommes de l'ASL ripostaient en tirant vers nous. Nous avons dû

*leur laisser la place. »* Jihad et sa femme se trouvent désormais seuls dans leur immeuble d'une dizaine d'appartements dans le quartier mixte d'Inchaat – où vivent aussi bien des sunnites, des alaouites ou des chrétiens – qui a aussi été bombardé lundi. Pas question pour eux d'abandonner leur maison aux hommes armés. « Mais il est vrai que l'échec de la résolution du Conseil de sécurité, après la nuit du massacre, nous redonne à réfléchir, dit Jihad. Nous gardions un petit espoir de voir une solution s'amorcer et les choses se calmer. Mais là, nous sommes vraiment abandonnés par tout le monde ! »

Les insurgés de Homs, eux « n'attendaient rien de l'ONU, ni de la Ligue arabe, ni du Conseil national syrien [regroupement de l'opposition en exil], selon Omar, qui se dit tout de même *écœuré par cette victoire pour le régime* ». Ils sont lancés dans un défi au pouvoir de Bachar al-Assad qu'aucune logique ne semble pouvoir entamer. « Homs n'est plus le nom d'une ville. C'est une cause, un symbole, une identité volontaire pour tous les révolutionnaires », écrit sur sa page Facebook une opposante exilée. « C'est notre volonté qui est visée et non pas seulement nos quartiers et leurs habitants », considère un autre internaute de Homs, alors que la ville continuait d'être pilonnée lundi et que le bilan faisait état de 80 morts dans la journée. ◆

Junge Welt (Allemagne / Germany)

# »Ja« zum Dialog

Voreilig und einseitig: Moskau und Peking weisen Kritik an Veto gegen Syrien-Resolution zurück. In den USA werden Forderungen nach Waffenlieferungen an Aufständische laut. **Von Rüdiger Göbel**

Rußland und China drängen auf eine politische Lösung des Konflikts in Syrien. Ihr Veto im UN-Sicherheitsrat gegen eine einseitige Entschließung verteidigten beide Länder am Montag mit Nachdruck. Die Syrien-Resolution, die sie am Samstag mit einem Nein blockiert haben, war laut dem russischen Außenminister Sergej Lawrow voreilig zur Abstimmung unterbreitet worden. Rußland habe um einige Tage Zeit gebeten, um die Situation noch einmal zu erörtern, nachdem russische Gesandte Damaskus besucht haben würden, sagte Lawrow laut *RIA Nowosti*. Am heutigen Dienstag will der Moskauer Außenminister zusammen mit dem Leiter des russischen Auslandsgeheimdienstes SWR, Michail Fradkow, nach Damaskus reisen und mit Präsident Baschar Al-Assad sprechen. Daß die Resolution trotzdem zur Abstimmung vorgelegt worden ist, sei bedauerlich. Lawrow beschuldigte die Autoren der Resolution, »die Aufmerksamkeit von den bewaffneten Gruppen in Syrien, die Waffen, Ratschläge und andere Hilfe aus dem Ausland bekommen, abzulenken«. »Das war ihnen wichtiger als ein Konsens im UN-Sicherheitsrat.«

Die heftige Kritik vor allem in NATO-Mitgliedsländern an dem Veto nannte Lawrow »hysterisch«. Die Kommentare hätten zum Ziel, das Wesentliche in Syrien »zu vertuschen«: »Das Wesentliche besteht eben darin, daß es in Syrien mehr als nur eine Quelle von Gewalt gibt«. Rußlands Außenminister kritisierte zudem, daß mit Hilfe der Reformbewegung in Syrien versucht wird, Assad zu stürzen. »Wir sehen, daß der Friedensbewegung sich auch diejenigen anschließen versuchen, die sich ganz andere Ziele gesetzt haben«, sagte Lawrow laut *RIA Nowosti*. Dafür würden Extremisten mit Waffen versorgt und die Opposition aufgerufen, keinen Dialog mit der Staatsführung anzufangen, so Lawrow. Auch den Oppositionsvertretern im Ausland werde »nachdrücklich empfohlen«, keinen Kompromiß und keinen Dialog mit dem Regime von Präsident Assad einzugehen. Die



»Nein« zu Verhandlungen mit Assad: Protest vor der russischen Botschaft in Beirut am Sonntag

interessierten Seiten würden Lawrow zufolge die Aktivität von bewaffneten Gruppierungen, darunter von Extremisten, im Land und diese Gruppierungen mit Waffen und in anderen Formen stärken. »Das steigert nur die Zahl der Opfer«, so Lawrow.

Auch die Führung in Peking wahrte sich gegen die Vorwürfe aus den Hauptstädten der Länder, die vor einem Jahr den Krieg gegen Libyen begonnen hatten. Der im UN-Sicherheitsrat zur Abstimmung vorgelegte Entwurf sei einseitig gewesen und hätte die Situation noch komplizierter gemacht, urteilte die Parteizeitung *Renmin Ribao*. Die Resolution und damit die Unterstützung einer Seite im Syrien-Konflikt würde weitere Katastrophen hervorrufen. Die »Kampagnen« in Libyen, Afghanistan und dem Irak zeigten die Schäden, die ein erzwungener Machtwechsel hervorrufe. Im Gegensatz zu den Kritikern im Westen handle China »verantwortungsvoll«.

Der Sprecher des chinesischen Au-

ßenamtes, Liu Weimin, verwies am Montag darauf, der Entwurf sei zur Abstimmung vorgelegt worden, obwohl noch keine Einigkeit bestanden habe. Er wies Kritik zurück, China stelle sich schützend vor die Assad-Regierung. »China schützt niemanden und wir stellen uns auch nicht bewußt gegen jemanden«, erklärte Liu. »Wir nehmen eine verantwortungsbewußte Haltung ein.« China unterstütze einen Dialog, um die Gewalt in Syrien zu beenden.

Auf Konfrontationskurs bleiben Washington und Verbündete. Bei einem Besuch in der bulgarischen Hauptstadt Sofia erklärte US-Außenministerin Hillary Clinton, man müsse angesichts des durch die russisch-chinesische Blockade »kastrierten« Sicherheitsrats die Bemühungen zur Unterstützung des syrischen Volkes außerhalb der Vereinten Nationen verdoppeln. Die USA wollen demnach die bestehenden Sanktionen verschärfen. Diese müßten vor allem auf die Finanzierung von

Waffen und deren Transport abzielen. »durch die die Kriegsmaschinerie des Regimes am Laufen gehalten wird«, so Clinton. Weiter ging US-Senator Joseph Lieberman. Der frühere Präsidentschaftskandidat der Demokraten rief dazu auf, die Aufständischen in Syrien zu unterstützen, etwa die im NATO-Land Türkei ins Leben gerufene »Freie Syrische Armee«. Dies soll von der Hilfe bei der medizinischen Versorgung von Bürgerkriegsverletzten bis hin zur Lieferung von geheimdienstlichen Erkenntnissen und Waffen reichen. Für letzteres machte sich am Wochenende auch der US-Präsidentschaftsbewerber der Republikaner, Newt Gingrich, stark.

Frankreich und Deutschland wiederum wollen sich selbst ermächtigen und eine »Kontaktgruppe der Freunde eines demokratischen Syriens« ins Leben rufen. Eine solche »Kontaktgruppe« war im vergangenen Jahr zur politischen Flankierung der Militärintervention in Libyen initiiert worden.

## APPELL Gewalt in Syrien stoppen – Krieg verhindern!

Die deutsche Sektion der ärztlichen Friedensorganisation IPPNW fordert die Bundesregierung und die NATO in einem am Montag veröffentlichten Appell auf, Plänen für eine westliche Militärintervention in Syrien eine klare Absage zu erteilen. Der heimliche Transfer westlicher Waffen in das Land müsse umgehend unterbunden werden. Aus Sicht der 1985 mit dem Friedensnobelpreis ausgezeichneten Ärzteorganisation sind auch Embargos keine Lösung. Statt dessen müsse die Verständigung mit allen Beteiligten unter Einbeziehung Rußlands und Chinas gesucht werden. »Als deutsche Sektion der IPPNW warnen wir aber auch vor einer noch darüber hinausgehenden Gefahr: Eine westliche Militärintervention kann eine Dynamik in Gang setzen, die weitere Länder wie den Iran erfaßt, und schließlich zu einem Flächenbrand der gesamten Region führen – die mit Europa direkt benachbart ist. Wenn die NATO darin verwickelt ist, kann dies letztlich sogar in eine offene Konfrontation zwischen den atombewaffneten Großmächten münden«, heißt es in dem Appell.

Es mehrten sich die Hinweise, daß die inner-syrischen Konflikte wie der Kampf um Demokratie und Rechtsstaatlichkeit zunehmend von externen Akteuren für eigene Machtinteressen benutzt und geschürt würden. So werde die syrische Regierung offenbar mit Waffen aus Rußland unterstützt. Die Aufständischen erhielten große Geldbeträge aus den mit dem Westen verbündeten Golfstaaten und Waffen über die türkische NATO-Basis Incirlik sowie Unterstützung von Söldnern aus dem Ausland, etwa aus Libyen. Viele Menschen in Syrien und insbesondere friedliche Teile der Opposition beklagten, daß so die gewaltfreien Perspektiven der seit Jahren fortschreitenden Reformbewegung zerstört würden. Mit der Konsequenz eines immer größeren Blutbades zwischen den Bürgerkriegsparteien und immer mehr auch zivilen Opfern.

◆ IPPNW-Appell im Wortlaut: [www.ippnw.de/aktiv-werden/kampagnen/syrien-aufwurf.html](http://www.ippnw.de/aktiv-werden/kampagnen/syrien-aufwurf.html)



Tageszeitung (Allemagne / Germany)

## Menschenrechte versus „Ericsson-Faktor“

**SANKTIONEN** Wie Schwedens Regierung verhinderte, dass europäischen Telekommunikationsfirmen verboten wurde, mit Syrien zu handeln

STOCKHOLM taz | Sanktionen gegen Syrien? Im Prinzip ja! Aber wenn die eigenen wirtschaftlichen Interessen schaden, dann legen nicht nur Russland oder China ihr Veto ein, sondern auch unverdächtige Staaten wie Schweden stellen sich quer.

Anfang Dezember vergangen Jahres verhinderte Stockholm die Aufnahme eines Verbots von Handelsbeziehungen mit in Syrien aktiven Telekommunikationsfirmen in die EU-Sanktionen. „Ericsson-Faktor“ nannten das europäische Diplomaten gegenüber schwedischen Medien.

Das schwedische Unternehmen wird schon länger bezichtigt, Telekommunikationsausrüstung mit der auch die Überwachung des Mobiltelefonverkehrs möglich ist, an Diktaturen zu verkaufen. Neben Iran und Weißrussland hat auch Syrien die „Ranos“-Technik („Radio Access Network Operational Support“) bekommen. Diese ermöglicht, einzelne Handys zu orten.

Tausend getötete Oppositionelle und massive Kritik konnten Ericsson bislang nicht veranlassen, seine Geschäftsbeziehungen mit Amman zu beenden oder auch nur seine syrische Nie-

derlassung zu schließen. Der Telekomkonzern verteidigt sich: Gerade aufgrund des Mobilfunksystems wisse man im Ausland, was in Syrien passiert. Dass auch syrische Oppositionelle nach Ordnung ihrer Handys festgenommen worden seien, sei „Missbrauch“ der Technik für den man nicht verantwortlich gemacht werden könne, so Ericsson-Sprecher Fredrik Hallström.

„Katastrophen“ findet diese Haltung aber Zain, Sprecher einer schwedischen Koordinationsgruppe zur Unterstützung der syrischen Revolution: „Als schwedischer und europäischer Konzern sollte man eine höhere Ethik und Moral haben. Die wissen doch ganz genau, was dieses technische System kann und wo-

für es angewendet wird. Da kann man doch nicht behaupten, man habe keine Verantwortung.“

Gerade weil die Ranos-Technik ein effektives Mittel des Regimes zur Verfolgung Oppositioneller ist, wurde der entsprechende Sanktionsbeschluss als bedeutsam gehandelt. Daher bestimmten auch alle EU-Staaten für den entsprechenden Voranschlag – außer Schweden. Dass diese abweichende Haltung mit Druck seitens Syriens politischen Alliierten Iran, einem wichtigen Handelspartner Stockholms, zu tun habe, wies Außenminister Carl Bildt zurück. Man habe den entsprechenden Sanktionsbeschluss auch nicht mit Rücksicht auf eigene wirtschaftliche Interessen gebremst,

sondern weil die Mobiltechnik der Opposition nutze. Sie sei eine von „deren besten Waffen“.

Das ist unzutreffend, meint die schwedische Grünen-Abgeordnete Bodil Gebellos. Habe das Mobiltelefon tatsächlich eine wichtige Funktion im Arabischen Frühling gespielt, treffe Opposition verzichte mittlerweile auf Handy und benutze in wachsendem Maße nicht zu ortende Satellitentelefone.

„aber Zain hat ähnliche Informationen: „Die Kommunikation mit dem Ausland läuft über Satellit. Schweden will nur Ericssons ökonomische Interessen schützen.“ Noch nie hatte das Land so intensive Wirtschaftsbeziehungen mit Syrien wie derzeit. Im vergangenen Jahr stieg der Handel um 20 Prozent. Die Hälfte entfällt auf Telekommunikation.“

REINHARD WOLFF

Der Standard (Autriche / Austria)

# Chinas Blogger kritisieren Peking wegen UN-Veto

Entschuldigung beim syrischen Volk verlangt – Führung verweist auf Libyen-Beispiel

*Johnny Erling aus Peking*

Wenn die USA das Veto von Russland und China zur Syrien-Resolution „verabscheuenswürdig“ nennen und London von einer „Stunde der Schande“ spricht, prallt die Kritik an Peking ab. Der Sprecher des Außenministeriums, Liu Weimin, weist routiniert die „inakzeptablen Anklagen in aller Schärfe“ zurück. Anders verhält es sich, wenn die gleichen Vorwürfe im chinesischen Internet stehen, wenn Blogger Karikaturen etwa die neuen „Wachhunde“ des syrischen Herrschers Bashar al-Assad zeichnen.

Da fletscht ein Bär seine Zähne, und ein Riesenpanda zeigt seine Krallen. Die Symboltiere kommen auch in einer anderen Bildfolge vor unter dem Titel: „Gute Brüder richten Schaden an“. Bild eins zeigt einen im Sand versinkenden Syrier. Im zweiten Bild wird über ihn noch mehr Sand geschüttet. Im dritten trollen sich Bär und Panda vom Tatort weg, jeder mit einer Schaufel im Arm.

Die Regierung muss sich nicht nur ihrer weltweiten Verurteilung erwehren. Sie muss sich auch vor ihrer eigenen Bevölkerung rechtfertigen. Viele verstehen das Veto

nicht, mit dem China auch die Arabische Liga verprellt hat. Sprecher Liu Weimin erklärte am Montag immer wieder, dass Peking nicht aus „eigennützigem Interesse“ mit Nein stimmte. Es wolle auch „in Syrien weder jemanden beschützen, noch gegen jemanden Stellung nehmen.“ China „hat immer die Arabische Liga unterstützt und will an einer Befriedung der Lage konstruktiv mitarbeiten“. Liu konnte aber nicht sagen, ob Peking Vermittler nach Syrien schicke oder sich um eine neue Resolution bemühe.

## „Zünder zur Katastrophe“

An Erklärungen versuchte sich die *Volkszeitung*, das Zentralorgan der KP. Sie verteidigte in einem Kommentar unter der Überschrift: „Wie lässt sich wirkliche Verantwortung für das syrische Volk übernehmen?“, warum China die UN-Resolution zum Stopp des Gemetzels abgelehnt hat.

„Unser Veto bedeutet nicht, dass China der besorgniserregenden Lage in Syrien freien Lauf lassen will.“ Das „genaue Gegenteil“ sei der Fall. Das erreiche man aber nicht, „wenn man nur eine Seite unterstützt und Druck auf die andere ausübt“. Dann nämlich wer-

de nur der „Zünder zur neuen Katastrophe“ gelegt. Der Kommentar beruft sich auf das „negative Beispiel“ der Libyen-Resolution zur Flugverbotszone. Peking hatte sich damals enthalten und so die Intervention des Westens mit ermöglicht. Andere Beispiele seien Afghanistan oder Irak.

Der Kommentar will vor allem dem eigenen Volk Pekings Außenpolitik erklären. Doch viele folgen der abstrusen Logik, mit der China immer wieder den Diktatoren in aller Welt zur Hilfe eilt, nicht mehr. Reporter oder bekannte Moderatoren wie Zhang Quanling vom Staatsfernsehens CCTV fragten in ihren Blogs nach, warum die Regierung ihr Nein nicht erklärt hat. „Sie sollte Vertrauen haben, dass wir klug genug sind, um zu beurteilen, ob eine solche Entscheidung in Chinas Interesse liegt.“ Selbst im Internetforum der Partei Qianguo Luntan (Starkes China) verlangten Blogger von Peking, sich beim syrischen Volk zu entschuldigen.

Pekings Nationalisten bejubelten dagegen das Veto. Nach einer Umfrage der *Global Times* stünden 91 Prozent der Chinesen hinter dem Nein, behauptet der Chefredakteur des Magazins, Hu Xijin.

La Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

# Sous les bombes, la ville d'Homs appelle à l'aide

**Un témoin raconte le pilonnage de la ville qui s'intensifie et la détresse des habitants face aux moyens lourds déployés par Damas**

**Olivier Bot**

«Si les bombardements continuent avec cette intensité, dans moins d'un mois la ville sera rasée.» Joint hier à Homs par la *Tribune de Genève*, Abou Rami raconte, plein de détresse dans la voix, le supplice subi par les habitants de cette cité phare de la contestation.

«Depuis six heures ce matin, le pilonnage de la ville s'est intensifié. Une centaine de bombes sont tombées en une demi-heure», raconte ce témoin. «Soixante immeubles ont été totalement détruits, et trente-cinq autres partiellement. Il y a sans doute beaucoup de morts sous les décombres», ajoute Abou Rami, qui confirmait aussi qu'un hôpital improvisé dans le quartier de Baba Amr avait été touché. «Nous avons besoin d'aide médicale. La situation



**Baba Amr. Une fillette blessée dans les bombardements. REUTERS**

est alarmante», commentait cet opposant.

Depuis vendredi, les forces militaires de Bachar el-Assad étranglent la ville rebelle, tuant plus de 250 personnes et blessant des centaines de civils. «Un massacre est en cours depuis trois jours. Les roquettes tombent comme la pluie», confirme Abou Rami. «S'il vous plaît, aidez le peuple syrien», lance-t-il, avant d'ajouter: «Honte à la Russie, honte à la Chine. Leur politique est pourrie. La Syrie n'appar-

tient pas à Bachar. Qu'ils aident les Syriens!»

«Nous avons besoin d'une aide militaire pour protéger la population. L'armée syrienne libre a besoin d'armes. Si la communauté internationale ne veut pas intervenir, qu'elle appuie l'action de défense des civils menée par l'armée syrienne libre», plaide ce témoin de l'intensification de la répression qui s'abat sur Homs, depuis le blocage sino-russe de toute résolution à l'ONU.

Le régime impute une nouvelle

fois ces violences à «des gangs armés», et dénonce le sabotage d'un pipeline alimentant la ville. Dans le même temps, des centaines de blindés de l'armée prenaient d'assaut hier matin les villes de Zabadani et Daraya, près de Damas.

L'escalade de la violence a déclenché hier de nombreuses réactions. La Ligue arabe en appelait à «des mesures décisives» pour arrêter «l'effusion de sang», alors que le conseil de coopération des pays du Golfe doit réunir ses ministres des Affaires étrangères, samedi, à Riyad. Le président turc, Abdullah Gül, exprimait sa «déception» par rapport au vote du Conseil de sécurité bloqué par Pékin et Moscou, demandant à chacun de «se rappeler que la guerre froide est finie». Londres parlait hier de «de position inexcusable» quand Paris criait au «scandale». Washington décidait de fermer purement et simplement son ambassade, hier.

Du côté des opposants, le général Moustapha al-Cheikh, le plus haut gradé de l'armée ayant fait défection, annonçait la création d'un Conseil militaire supérieur, une instance qui fait défaut dans la coordination des groupes de déserteurs éclatés à travers le pays.

Le Temps (Suisse / Switzerland)



La Stampa (Italie / Italy)

A UN MESE DALLE ELEZIONI PRESIDENZIALI IL FAVORITO ESPONE IL SUO PROGRAMMA

# Putin: sciogliamo la Nato relikto della guerra fredda

Ironie anche sull'Europa: non l'aiuteremo, sono più ricchi di noi

ANNA ZAFESOVA

«La Nato non serve a nessuno, è un retaggio della guerra fredda»: Vladimir Putin raccoglie la provocazione del nazionalista Vladimir Zhirinovskiy di sciogliere l'Alleanza Atlantica, e rilancia quella che definisce un'idea «non realistica» ma «giusta». In un incontro con i politologi il premier - in piena campagna elettorale per le presidenziali del 4 marzo prossimo - ha ricordato la proposta di zhirinovskiy di aiutare l'Ue in crisi economica, ma solo in cambio dello scioglimento della Nato. «Bravo», ha commentato Putin, anche è stato gelido sugli aiuti finanziari russi all'Eurozona: «Per quale motivo dobbiamo assistere l'Unione Europea? Sono Paesi ricchi, più ricchi di noi».

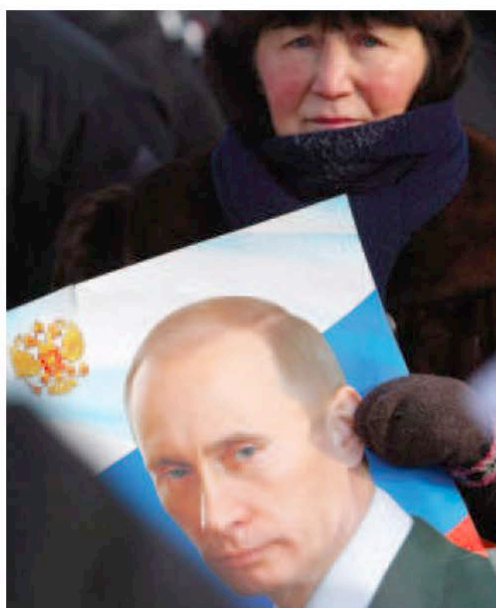
Il premier russo ha anche ironizzato sulle difficoltà dell'Ue di comunicare: «Pensate, hanno bisogno di 27 interpreti, anche gli americani dicono che lavorare con loro è impossibile», ha scherzato, contrapponendo alla Babele di Bruxelles il suo progetto di una «Unione euroasiatica» da fondare sulle ceneri dell'Urss, anche grazie al russo rimasto lingua comune. Una conferma della visione di poli-

**Ha detto**

**Sull'Ue**  
Per discutere con loro servono 27 interpreti. Impossibile lavorare così, lo dicono anche gli americani

**Sulla giustizia russa**  
Ci viene chiesto di liberare i detenuti politici. Non mi risulta che ci siano in Russia, grazie a Dio

tica estera del Cremlino che vede la Russia contrapposta, quando non conflittuale con l'Occidente: l'allargamento della Nato agli ex Paesi sovietici e soprattutto i progetti di una difesa antimissilistica da costru-



Una sostenitrice di Putin alla manifestazione filogovernativa di sabato

re in Europa sono stati negli ultimi anni argomento di duro scontro tra Mosca e Washington. Putin infatti ieri ha ricordato che «non sono gli europei i padroni» nella Nato. Una battuta che per l'ennesima volta

mette in dubbio il «reset» nelle relazioni con Obama, considerando la posizione di Mosca sulla Siria, e la violenta retorica anti-americana del comizio pro-putiniano sabato scorso, al quale gli Usa sono stati accu-

sati esplicitamente di finanziare l'opposizione.

Il resto dell'incontro però è stato dedicato alla politica interna, due giorni dopo che l'opposizione è tornata a sfidare Putin in piazza. Il premier non ha commentato direttamente il comizio, menzionando però la richiesta della protesta di liberare i detenuti politici: «Non mi risulta che in Russia ci siano, e grazie a Dio». Ma il dialogo con l'opposizione era evidente, anche nell'articolo pubblicato ieri a firma di Putin dal Kommersant, che prometteva un sistema politico che «incorporasse la maggiore attività sociale», dopo aver spiegato implicitamente i limiti alla democrazia con il fatto che «negli Anni 90 i russi si erano liberati dal comunismo, ma non erano ancora pronti a diventare padroni del loro destino», e che una maggiore libertà stava frenando le trasformazioni economiche.

Il premier è però apparso rincorato dal contro-comizio dei suoi sostenitori, più numerosi degli oppositori (anche se sui numeri è battaglia nei media). E mentre il suo portavoce è tornato a insistere che vincerà sarà al primo turno (dopo che lui stesso non aveva escluso il ballottaggio), ieri il futuro presidente ha promesso un grande rinnovamento al governo, anche se ha escluso un esecutivo di coalizione. Si tornerà anche a eleggere senatori e governatori, ma questi ultimi potranno venire licenziati dal presidente.

Riforme parziali, mentre altre sono in arrivo in un futuro più remoto, come la privatizzazione «un giorno» del gigante energetico Gazprom. Resta il «niet» alla privatizzazione dei canali tv statali («Il governo deve avere i suoi strumenti di informazione politica»), e all'elezione dei giudici.

El Mundo (Espagne / Spain)

## Rusia y la «histeria» de Occidente

Moscú considera extralimitada la reacción de EEUU y sus aliados, a pesar de que el nuevo ataque en Homs del régimen sirio deja 50 víctimas y decenas de heridos

XAVIER COLÁS  
Especial para EL MUNDO

Como un gigante herido y haciendo sonar de nuevo los ecos de la Guerra Fría, Rusia se revolvió ayer contra las críticas que le han llovido desde Occidente por haber frenado una resolución de Naciones Unidas contra el régimen del dictador sirio Bashar Asad.

La represión contra la oposición ha sumado cerca de tres centenares de muertos en los últimos días pero para el ministro de Asuntos Exteriores ruso es Occidente el que debe apaciguarse: «Me parece que con esas declaraciones de histeria se intenta encubrir, antes que todo, la esencia de lo que ocurre actualmente en Siria», comentó Serguéi Lavrov a la prensa.

El jefe de la diplomacia rusa lleva días insistiendo en que, a pesar de las cifras, lo que actualmente ocurre en Siria no es más que un foco de violencia en el que chocan varias fuerzas y que, por tanto, son ambos lados los que deben recibir un toque de atención.

Rusia no quiere quedar al margen de las peticiones de paz, pero insiste en algo crucial para los intereses comerciales y defensivos rusos: «Impedir cualquier injerencia foránea en la zona y garantizar el comienzo del diálogo entre todas las fuerzas de Siria, sin condiciones previas». Así lo explicó ayer Lavrov, que aplicó a las potencias occidentales un viejo refrán ruso: «Aquel que se enfada, rara vez tiene razón».

Lavrov se quejó de que el proyecto de resolución de la ONU fue sometido a votación apresuradamente el 4 de febrero, a pesar de que Rusia pidió esperar unos días para volver a analizar la situación. Para Moscú y Pekín, la solución de la crisis siria debe pasar por el cese inmediato de la violencia y la imposición de reformas democráticas acordadas entre el Gobierno y los rebeldes. «No vemos ninguna



Una niña herida en los bombardeos de Bab Amro en la localidad siria de Homs. / REUTERS

### Enérgica condena de Ban Ki-moon

> El secretario general de la ONU, Ban Ki-moon, se unió ayer a la condena contra el régimen sirio y calificó de «inaceptables» los bombardeos del ejército contra la localidad de Homs.

> Ban aseguró «estar conmocionado por la escalada de violencia en Siria» y alertó a Damasco de que no puede escudarse en la falta de acuerdo en el Consejo de Seguridad para incrementar sus ataques.

> El máximo responsable de la ONU añadió que «ese tipo de violencia es totalmente inaceptable y precisó que «ningún Gobierno puede cometer esos actos contra su pueblo sin que merme su legitimidad».

> El diplomático surcoreano recordó que, bajo las leyes humanitarias internacionales, el Gobierno sirio es «responsable de los actos de violencia» perpetrados por sus fuerzas contra los civiles.

necesidad para cambiar tal posición», indicó Lavrov.

Las fuerzas sirias volvieron a bombardear la pasada madrugada la localidad de Homs, una de las más activas contra el régimen de Bashar Asad. Los ataques provocaron al menos 50 muertos y decenas de heridos, según el opositor Consejo Nacional Sirio. El ata-

que con obuses constituye el bombardeo más violento en algunos barrios como el de Bab Amro desde el comienzo de la revuelta en marzo del año 2011.

Siguiendo las palabras de la secretaria de Estado de EEUU, Hillary Clinton, 24 horas antes, Francia y Alemania aseguraron ayer que no abandonarán al pueblo sir-

rio y prometieron impulsar la creación de un grupo de contacto junto a la Liga Árabe y un puñado de países favorables a una resolución del consejo de seguridad de la ONU contra el régimen de Asad. La escalada de tensión sigue y Estados Unidos tenía ayer previsto cerrar cuanto antes su embajada en Damasco por no confiar

en las autoridades del país a la hora de garantizar la seguridad de la legación diplomática, según informó una fuente oficial siria a Efe. Los movimientos diplomáticos rusos van en sentido contrario, y hoy Lavrov y el jefe del Servicio de Inteligencia Exterior de Rusia, Mijail Fradkov, planean visitar Damasco para seguir buscando una solución al conflicto.

Aunque dan por acabado al presidente Asad, los países occidentales no parecen todavía dispuestos a usar la fuerza para derrocarlo, como si hicieron en el caso del líder libio, Muamar Gadafi.

Hacia mucho tiempo que Estados Unidos y Rusia no estaban más enfrentados: el lenguaje de los últimos días suena a pulso entre Oriente y Occidente. Los rusos ven con preocupación lo que en Occidente se ha llamado Primavera árabe.

Donde EEUU y la UE quieren ver luchadores por la democracia, Moscú ve islamistas que pueden agitar el islamismo de repúblicas de la Federación Rusa y un panorama cambiante en el juego de fuerzas de Oriente Próximo, que podría privar a Rusia de sus últimos alfiles sobre el terreno.

Y como en cualquier dialéctica de la Guerra Fría, no podía faltar el factor nuclear. Rusia advirtió ayer de que podría verse obligada a incrementar su potencial nuclear en el futuro, en medio de las nuevas amenazas de proliferación, según aseguró Anatoli Antonov, viceministro de Defensa de Rusia y uno de los negociadores sobre el escudo antimisiles en Europa.

«Están surgiendo nuevos desafíos, incluyendo nuevos misiles y la proliferación nuclear. Sólo hace falta ver lo inestable que es la situación en el Oriente Próximo. Por eso, la doctrina militar de Rusia contempla el uso de armas nucleares en casos específicos», añadió Antonov en una entrevista con el diario ruso *Kommersant*.

Lejos quedan los tiempos en los que el 11-S y el terrorismo checheno acercaron las visiones de rusos y norteamericanos. Y por si quedaba alguna duda Antonov dejó un corolario: «El escudo antimisiles de EEUU es la principal amenaza para la seguridad de Rusia».

El País (Espagne / Spain)

## Los planes de Washington

# EE UU estudia armar a la oposición para derribar al régimen de El Asad

La Casa Blanca ordena la salida de todo su personal diplomático de Damasco

ANTONIO CAÑO  
Washington

Incapacitada para actuar en el marco de Naciones Unidas, la Administración norteamericana sopesa diferentes opciones para ayudar a la oposición siria a acabar con el régimen de Bashar el Asad, incluida la posibilidad de armar a los rebeldes, aun a riesgo de acelerar una guerra civil en ciernes. Dentro de las medidas para aislar al Gobierno de ese país, Estados Unidos ha ordenado la salida de todo su personal diplomático en Damasco.

Barack Obama, que ha mencionado la destitución de El Asad como un paso imprescindible para la solución de la crisis siria, discutió ayer con sus principales asesores de seguridad las distintas alternativas de las que dispone para alcanzar ese objetivo. El presidente norteamericano está obligado a actuar con energía y evitar, al mismo tiempo, la propagación de un conflicto que podría tener peligrosas repercusiones en una región muy convulsa.

Desde el comienzo de esta crisis, Obama ha intentado mantenerse a cierta distancia de los acontecimientos para evitar que El Asad y su principal aliado, Irán, pudieran caracterizar la protesta ciudadana como una intromisión norteamericana en los asuntos internos de Siria.

El grave deterioro de la situación humanitaria, con más de 6.000 víctimas mortales hasta la fecha, y el bloqueo por parte de Rusia y China en el Consejo de Seguridad de la ONU, obligan, sin embargo, a EE UU a tomar más decididamente la iniciativa para no dar una imagen de pasividad ante lo que puede acabar siendo una prueba sobre la capacidad de liderazgo internacional de Obama. Después de todo lo que han dicho los miembros de esta Admi-



Rebeldes sirios armados se refugian en un callejón durante una manifestación el domingo en Idlib. / AP

### Presión mundial

► **Abril 2011.** EE UU decreta sanciones contra El Asad.

► **Mayo 2011.** La UE aprueba un embargo de armas.

► **Agosto 2011.** La ONU condena la represión del régimen sirio.

► **Septiembre 2011.** La UE prohíbe inversiones en el sector del petróleo.

► **Noviembre 2011.** La Liga Árabe suspende a Siria.

► **Enero 2012.** Nuevas sanciones de la UE y Canadá.

► **Febrero 2012.** EE UU retira a su embajador.

nistración, incluido el presidente, la permanencia de El Asad en el poder solo sería interpretada como una derrota de Obama y un triunfo de Rusia y China, sus valedores en este momento.

El Gobierno estadounidense está, por tanto, presionado para actuar, pero no cuenta con demasiadas bazas para hacerlo. Descartada, al menos por ahora, una intervención militar directa en el modelo de Libia, EE UU se ve limitado a la actuación diplomática y al apoyo directo e indirecto a la oposición siria.

La secretaria de Estado, Hillary Clinton, anunció durante el fin de semana que su país trataría de crear una alianza de todos aquellos que seguían creyendo en la necesidad de dar una esperanza al pueblo de Siria. EE UU cuenta en este caso

con una amplia mayoría de la comunidad internacional dentro de ese campo; prácticamente, el mundo entero con excepción de Rusia, China e Irán.

Para Washington es particularmente favorable la posición de los países árabes, que se sienten abandonados por Rusia y China y parecen dispuestos a emplearse a fondo contra El Asad. Ha pasado tan poco tiempo desde que EE UU patrocinaba políticas que creaban indignación entre los árabes, que hoy parece increíble que Obama cuente con esos países como sus principales aliados en su estrategia actual.

Pero así es. La Administración norteamericana, que prefiere evitar su participación directa en el suministro de armas a los rebeldes en Siria, parece dispuesta a tolerar o favorecer que otros lo hagan, como Ara-

bia Saudí, Catar y Turquía, que, aunque no es un país árabe, es mayoritariamente musulmán y goza de una influencia creciente en Oriente Próximo. "Muchos sirios, que están siendo atacados por su propio Gobierno, están empezando a defenderse, y es de esperar que así lo hagan", ha declarado Clinton.

La entrega de armas a los insurgentes estaría moralmente justificada para compensar la ayuda que Rusia presta en ese terreno al régimen de El Asad, pero representa un peligro evidente de convertir un levantamiento popular en una guerra civil que podría ser lar-

Clinton tratará de crear una alianza de países contra el régimen sirio

Washington quiere aprovechar el malestar árabe con Rusia y China

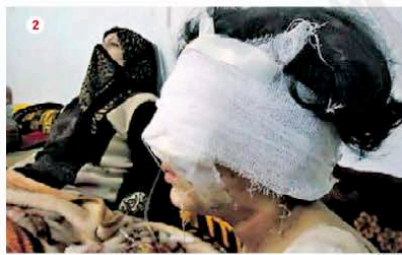
ga, sangrienta y de final incierto. Hay que contar, además, con el efecto que tendría en el permanente estado de tensión con Irán, que podría estar interesado en cualquier pretexto internacional para romper su aislamiento.

Para EE UU uno de los principios de su actuación en Siria, de acuerdo a la doctrina Obama, es la de no hacerlo en solitario. Conseguido eso, se pueden emplear diversos medios, además del armamento, para robustecer el papel de la oposición. Entre otros, parece estar considerándose el del aumento de las sanciones económicas al régimen o, tal como se hizo con Libia, la convocatoria de una conferencia internacional sobre Siria.

El propósito, como ha explicado Clinton, sería tanto el de debilitar la posición de El Asad como el de deslegitimar el comportamiento de Rusia y China. En las circunstancias actuales, hacer todo eso al margen del Consejo de Seguridad no supone un gran perjuicio para la imagen de EE UU.

# Governo passa ao ataque nos arredores de Damasco

**Síria.** Oposição anuncia criação de conselho militar e americanos fecham embaixada



1. Manifestação de solidariedade na capital iemenita, Saná.  
2. Habitantes de um bairro da cidade de Homs, que voltou ontem a ser bombardeado depois de um violento ataque no sábado.  
3. Protesto na cidade de Marat al-Numan, no Norte da Síria. Há cada vez mais pessoas nas ruas contra o regime de Assad.



ABEL COELHO DE MORAIS

O regime de Damasco procura, por todos os meios, travar a pressão dos grupos rebeldes que controlam já várias regiões da Síria, tendo desencadeado ontem novas operações militares em Homs, o berço da rebelião, e na cidade de Zabadani, nos arredores da capital. Os combates terão matado ontem pelo menos 69 pessoas.

Em Homs, um dos principais bastiões da contestação, pelo menos 42 civis foram mortos e dezenas ficaram feridos na sequência de um bombardeamento de uma violência inédita, de acordo com o balanço feito ao fim da tarde pelo Observatório Sírio dos Direitos Humanos (OSDH).

O ataque a Zabadani, que mobilizou centenas de tanques e milhares de efetivos, terá causado também pelo menos 57 vítimas mortais, a maioria civis, segundo a OSDH.

A própria televisão oficial tem refletido o recrudescimento das ações da rebelião, noticiando numerosos incidentes do Norte do país até aos arredores da capital, ainda que apresentando-os como atos dos "grupos terroristas armados".

Um outro sinal da dimensão da rebelião surgiu ontem das suas próprias fileiras, com o anúncio da criação de um "Conselho Militar Revolucionário Superior". O anúncio foi feito a partir da Turquia pelo general Mustapha al-Cheikh, que desertou no início do ano, com o filho e um irmão. O general, um dos comandantes máximos no Norte da Síria, é o mais importante elemento das forças armadas a desertar até agora.

A pressão interna tem o seu equivalente num crescente isolamento diplomático, com os Estados Unidos a anunciarem o encerra-

mento da sua embaixada em Damasco e com a Grã-Bretanha a chamar o seu embaixador na capital síria. Outros países ocidentais, como a França e a Alemanha, insistem na necessidade de uma atuação internacional contra a Síria.

Damasco surge agora exclusivamente dependente do apoio da China e da Rússia no plano diplomático. Por seu lado, a Irmandade Muçulmana síria acusou Teerão, Pequim e Moscovo, de "cumplicidade nos massacres", não só através das suas políticas como ao fornecerem "diretamente armas e

equipamentos" ao regime de Bachar al-Assad.

A plataforma que agrupa a maioria da oposição síria, o Conselho Nacional Sírio, saudou a decisão de Washington e pediu a realização de grandes manifestações junto das representações diplomáticas de Damasco em todo o mundo.

Depois de uma violenta operação militar sábado em Homs, que causou mais de 200 mortos, de acordo com o OSDH, as forças fiéis voltaram ontem a bombardear a cidade-símbolo da rebelião que se prolonga há 11 meses.

## Rebeldes não podem enterrar os seus mortos

**REPRESÁLIAS** Enterrar as vítimas da revolta síria transformou-se numa sentença de morte para os seus familiares, revelam alguns deles ouvidos por jornalistas presentes no país.

Um destes casos sucedeu na cidade de Saqba, a leste de Damasco, onde o Exército Livre Sírio enfrentou as forças do regime durante quatro dias na passada semana. Sexta-feira, quando milhares de pessoas se reuniram na praça central para os funerais, a multidão foi

alvejada por militares do regime de Bachar al-Assad.

Nos edifícios da praça são visíveis os efeitos dos disparos dos tanques e das armas ligeiras, não tendo sido poupados nem lojas, residências ou mesquitas.

A cidade é agora patrulhada por soldados e paramilitares, forçando as famílias a esconder em casa os seus mortos. Um detalhe destas patrulhas revela a dimensão da revolta: os militares fiéis a Al-Assad trazem um lenço amarelo para

evitar confusões com o número crescente de desertores.

Nos hospitais surgem novas revelações sobre a repressão. Um elemento explica que os cadáveres não estão a ser entregues às famílias, para evitar que estas sejam alvo de represálias.

O regime estará a recorrer a militantes do Hezbollah libanês e dos Guardas da Revolução iranianos, de acordo com alguns testemunhos, para suprir as deserções nas suas fileiras.

ANÁLISE

### Dias contados para Assad

**BERNARDO PIRES DE LIMA**  
Investigador universitário

Quando o Presidente turco, Abdullah Gul, diz que "a Síria está num ponto sem retorno e que a questão é saber quão penoso vai ser o fim do regime", está a fazer o estado da arte e a abrir portas para o futuro. O estado da arte é este: o domínio da minoria alaúita está em declínio acelerado perante o avanço da maioria sunita; Assad não cede um milímetro e mergulhou o país na guerra civil, onde opositores armados têm cada vez mais força territorial; a Rússia e o Irão são os grandes suportes militar e político de Assad, enquanto Turquia, Qatar e Arábia Saudita dão palco e força material à oposição. Falhada, como era previsível, a missão da Liga Árabe, o assunto regressou e bem ao Conselho de Segurança. Com isto não quero dizer que ter a Liga Árabe ao lado do CS não seja importante. Mas é evidente que a missão concedeu tempo e espaço de recuperação a Assad. Assim, o que temos? Primeiro, os membros do CS (Portugal incluído) adotaram o roteiro político da Liga Árabe (Assad entrega poder a vice, fim da violência, governo de unidade nacional), não havendo referência a uma intervenção militar. Provavelmente é a última hipótese do regime. Segundo, estão todos a posicionar-se para o pós-Assad, tendo a Turquia, a Arábia Saudita, as monarquias do Golfo, a França, os EUA, Israel, a Rússia e o Irão, os papéis mais interessantes a acautelar. Os cinco primeiros tentam conquistar influência na Síria e na região. Israel vive o dilema das revoluções: prefere o conhecido ao desconhecido até prova em contrário. Os dois últimos tentam manter o poder. Moscovo, por ter na Síria o último aliado no Médio Oriente e a única base naval no Mediterrâneo (Tartus); Teerão, por ver em causa o eixo preferencial de acção regional entre Damasco, o Hezbollah e o Hamas. A boa notícia é que há mais um ditador com os dias contados. A má notícia é que têm tudo para ser sangrentos. Com ou sem intervenção externa.



The Irish Times (Irlande / Ireland)

DERAA

## Journey into the cradle of rebellion



**MICHAEL JANSEN**

in Deraa

Calm, but not peace, has returned to the city where the uprising began

WE ASK to go to Homs in the north, but are on a bus for Deraa in the south. Homs is the latest flashpoint in the Syrian troubles, whereas Deraa is the cradle of the rebellion that began nearly 11 months ago.

Nonetheless, every seat in the ministry of information minibus is taken by journalists. Television teams from China and Russia and reporters from European newspapers chat cheerily as the bus breaks free of Damascus's early morning traffic and hits the highway.

There are two checkpoints before we reach the rich green plain of Deraa governorate. We pass groves of young silver-green olive trees, planted in the last 10-20 years; vineyards stripped of their leaves by the winter cold,

plastic greenhouses stretched across the ground.

Walls built of rocks harvested from the land delineate fields. A pink villa sports large portraits of presidents Hafez and Bashar al-Assad, the late father and successor, the ruling son.

A pair of grain storage elevators stand tall against the dull grey sky. Sheep feast on fresh grass in hollows, packages of tiles are piled outside a small factory, and clay pots advertise the wares of another firm. Deraa is clearly an industrious area.

As we near Deraa city, the capital of the province, we are met by a police car identified as "protocol". We speed past soil berms thrown up to protect a military camp from assault by armed insurgents and zigzag through roadblocks designed to slow potential attackers.

There is a mural showing the late president standing with a group of Syrians in jovial mood on a traffic island. The mural is pockmarked by bullets. A huge flag composed of three horizontal stripes of red, white and black with two stars, flies above the city; the rebels have adopted the flag of independence from France in 1946.

Our first stop is the white- and gold-panelled office of the governor, Muhammad Khalid al-Hannous, a white-haired man who announces, pointedly, as traditional Bedouin coffee is served: "You are welcome to go to the safest places in Deraa."

He describes how protests began in Deraa on March 18th last year following the arrest of teenagers who had written anti-regime slogans on walls. Demonstrators burnt public buildings. Assad met Deraa notables and agreed to "most of their demands", Hannous says.

But protests, punctuated with violence, continued.

"On April 25th, the army entered Deraa and restored calm," he says.

Calm, not peace. Deraa has since been a hotbed of rebellion fed by arms smuggled from Jordan and Lebanon. He identifies the insurgents as "Muslim fundamentalists, [ultra-orthodox] Salafis and criminals".

We return to the bus for our tour. Most shops are open, rebel strikes have not had an impact. The streets are filled with cars and people are going about their business. Our first stop is the local radio and television station burnt

by fire; our second the courthouse, its interior still reeking of smoke.

"It was built by the French in the 1920s," says a local man. Egypt's president Gamal Abdel Nasser addressed a throng from the balcony during the union between Syria and Egypt (1958-1961).

Three young sisters strolling in the park opposite the court shyly agree to answer a few questions. "Two are seamstresses, the third an elementary school teacher.

"I want to go to my village," says the round-faced, pink-cheeked girl. "It's too dangerous these days. We want stability. There must be a solution between the government and the anti-government forces."

An elderly man clutching three plastic bags of warm bread stands by. He is taking the bread to his village, Dael. Because of the troubles, many villagers must travel to secure supplies. Asked if he would like to comment on the situation, he smiles. "I don't speak here, I will speak in Dael."

A dull thump resonates from a distance.

Our last stop is a military base where captured arms, ammunition and home-made mines are on display. Most of the rifles are of Russian make and old, but two are of US manufacture.

On the way home, we see a convoy of troops and tanks on transporters going south. But not necessarily to Deraa. The front line with Israel is only 40km from Deraa.

It's too dangerous these days. There must be a solution between the government and anti-government forces

OPPOSITION

## Activist says negotiation is the only way forward

**MICHAEL JANSEN**

AHEAD OF the visit of Russian foreign minister Sergey Lavrov to Damascus today, local opposition activist Mona Ghannem argues that Moscow cannot hope to resolve the conflict in Syria.

"What is needed is a conflict resolution approach... We must find neutral individuals or groups to mediate," she says. She regrets the Arab League's withdrawal of its monitoring mission which, in her view, could have played a mediatory role and helped to establish the required group.

"The opposition outside", represented by the Syrian National

Council (SNC), "should support the opposition inside the country, not the other way around," Dr Ghannem, spokeswoman for Syria-based organisation Building the Syrian State, says. Exiles have "seized control" and opposition activists inside the country are "still trying to get it back".

"Negotiations are the only way" to resolve the situation. The SNC should not reject talks with the government. "All key players must be involved. It is not important where to hold discussions and who hosts them. Discussions must be based on a clear agenda aimed at taking the country to the transitional period. Any solution must provide

for equal treatment for minorities, recognition of national sovereignty and security."

Dr Ghannem dismisses as unimportant the Russian and Chinese vetoes in the UN Security Council of a resolution calling for President Bashar al-Assad to stand down to facilitate the transition from Baath party rule to multi-party democracy. She believes the vetoes could have a positive effect by forcing "Syrians to solve their problems by themselves".

"Even if the resolution had passed, the Syrians would still have had to go for a political solution."

The games people are playing in Syria are growing increasingly

dirty. There is a lot of exaggeration" of casualties, she says, particularly on the part of exile groups in the SNC. "Contradictory data" is provided to the media to dramatise the situation for political ends.

She argues that this was especially true last weekend with reports of government attacks on Homs only hours ahead of the council vote. She accuses the SNC, which has the support of the West, of fanning the flames of conflict.

"We are trying to unite the international opposition behind a common programme which promotes negotiations, prepares for the transition and rejects external intervention," says Dr Ghannem.

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

# From Washington this looks like Syria's 'Benghazi moment'. But not from here

**COMMENT**  
**ROBERT**  
**FISK**



**P**resident Bashar al-Assad is not about to go. Not yet. Not, maybe, for quite a long time. Newspapers in the Middle East are filled with stories about whether or not this is Assad's "Benghazi moment" – these reports are almost invariably written from Washington or London or Paris – but few in the region understand how we Westerners can get it so wrong. The old saw has to be repeated and repeated: Egypt was not Tunisia; Bahrain was not Egypt; Yemen was not Bahrain; Libya was not Yemen. And Syria is very definitely not Libya.

It's not difficult to see how the opposite plays in the West. The barrage of horrifying Facebook images from Homs, and statements from the "Free Syrian Army", and the huffing of La Clinton and the amazement that Russia can be so blind to the suffering of Syrians – as if America was anything but blind to the suffering of Palestinians when, say, more than 1,300 were killed in Israel's onslaught on Gaza – doesn't gel with reality on the ground. Why should the Russians care about Homs? Did they care about the dead of Chechnya?

Look at it the other way round. Yes, we all know that Syria's intelligence service has committed human rights abuses. They did that

in Lebanon. Yes, we all know this is a regime in Damascus, not an elected government. Yes, we all know about corruption. Yes, we watched the UN's humiliation at the weekend – although why La Clinton should expect the Russians to click their heels after the "no-fly zone" in Libya turned into "regime change" is a bit of a mystery.

The destruction of the Alawite-led government in Syria – which means in effect, a Shia regime – will be a sword in the soul of Shia Iran. And look at the Middle East now from the windows of the massive presidential palace that overlooks the old city of Damascus. True, the

**"Look east and what does Bashar see? Iran standing with him and Iraq refusing to impose sanctions"**

Gulf has turned against Syria. True, Turkey has turned against Syria (while generously offering Bashar exile in the old Ottoman empire).

But look east, and what does Bashar see? Loyal Iran standing with him. Loyal Iraq – Iran's new best friend in the Arab world – refusing to impose sanctions. And to the west, loyal little Lebanon refusing to impose sanctions. Thus from the border of Afghanistan to the Mediterranean, Assad has a straight line of alliances which should prevent, at least, his economic collapse.

The trouble is that the West has been so deluged with stories and lectures and think-tank nonsense about the ghastly Iran and the un-

faithful Iraq and the vicious Syria and the frightened Lebanon that it is almost impossible to snap off these delusional pictures and realise that Assad is not alone. That is not to praise Assad or to support his continuation. But it's real.

The Turks, after much Clinton-style huffing and puffing, did not follow through on their "cordon sanitaire" in northern Syria. Nor did King Abdullah II follow through on the Syrian opposition's call for a Jordanian "cordon sanitaire" in the south. Oddly, I repeat yet again, only Israel has remained silent.

As long as Syria can trade with Iraq, it can trade with Iran and, of course, it can trade with Lebanon. The Shia of Iran and the Shia majority in Iraq and the Shia leadership (though not majority) in Syria and the Shia (the largest community, but not a majority) in Lebanon will be on Assad's side, however reluctantly. That, I'm afraid, is the way the cookie crumbles. Crazy Gaddafi had real enemies with firepower and Nato. Assad's enemies have Kalashnikovs and no Nato.

Assad has Damascus and Aleppo, and those cities matter. His principal military units have not defected to the opposition.

The "good guys" also contain "bad guys" – a fact we forgot in Libya, even when the "good guys" murdered their defected army commander and tortured prisoners to death. Oh yes, and the Royal Navy was able to put into Benghazi. It cannot put into Tartous because the Russian Navy is still there.

The Scotsman (Royaume-Uni / United Kingdom)

# China defends controversial decision



A Kuwaiti burns a picture of Russia's Dmitry Medvedev

## CHRISTOPHER BODEEN

CHINESE government spokesmen and state media have tried to explain exactly why Beijing used its veto to block the Arab-sponsored UN Security Council resolution calling for Bashar al-Assad to relinquish power in Syria.

While Russian motives for doing so are fairly clear – they are linked to its long ties with the regime and a military base and weapons deals, as well clearly having an eye on its own domestic unrest – China joining with Moscow was nothing

more than a throw-back to the darkest of Cold War days.

However, China's rare abstention last year from the UN vote on a Libyan no-fly zone was later regretted by Chinese diplomats, who said Nato far overstepped its mandate.

Chinese foreign ministry spokesman Liu Weimin rejected criticism that China was favouring the government of Mr Assad, or that it was simply voting against the West.

"On the issue of Syria, China is not sheltering anyone nor do we intentionally oppose anyone. We uphold justice and take a

## to veto UN resolution

responsible attitude," he said.

The veto appeared to do little to burnish China's self-image as a responsible major power – something noted even among Chinese commentators. "Only China and Russia – those two regimes which always treat lives as if they were trifles – would be extremely indifferent to the lives of the Syrian people and vote no," current events writer Tan Fei wrote on his microblog.

Yet state media and government supporters strongly backed the move as the only responsible thing to do.

"The present situation in

Syria is extremely complicated. To naively back one side, while attacking the other side, might look like bringing about a favourable turn, but is actually just laying up trouble ahead," the ruling Communist Party's official *People's Daily* newspaper said in an editorial.

The editor of another party newspaper, the outspoken *Global Times*, was even more pointed in his criticism of the West, suggesting suggested the veto was at least partly inspired by a desire to snub Washington – despite the foreign ministry's denials.

Le Droit (Canada)

## LES É-U QUITTENT ET LE CANADA RESTE EN SYRIE

BEYROUTH — Les États-Unis ont fermé leur ambassade syrienne et le Royaume-Uni a rappelé son ambassadeur à Damas, hier, dans une dramatique tentative de forcer le président Bachar el-Assad à céder le pouvoir, après que les efforts diplomatiques pour résoudre l'un des conflits les plus meurtriers du Printemps arabe eurent échoué. Les décisions des gouvernements américain et britannique se veulent un message sans équivoque à l'effet que les puissances occidentales ne voient plus l'utilité de maintenir le dialogue avec le leader syrien. Par ailleurs, le gouvernement canadien a rejeté l'idée de l'Opposition officielle, qui lui a demandé de rappeler l'ambassadeur du Canada en Syrie. Le diplomate doit rester sur place pour critiquer le régime de Bachar el-Assad, a plaidé Ottawa.

The National Post (Canada)



The Globe and Mail (Canada)

# Canada joins in diplomatic offensive

STEVEN CHASE  
CAMPBELL CLARK OTTAWA  
MARK MACKINNON BEIJING

The United States shuttered its embassy in Syria and Britain recalled its ambassador from Damascus as Western powers including Canada tried to turn up public pressure on President Bashar al-Assad to quit before civil war engulfs his bloodied country.

The United States and its allies continue to try to isolate Mr. al-Assad even though diplomatic efforts have so far failed. Russia and China on Saturday vetoed a UN Security Council resolution that would have backed an Arab plan urging Mr. al-Assad to leave power.

The Canadian government is using diplomatic channels to press Moscow to end arms sales to Syria, arguing that even if Russia won't join an international consensus against Mr. al-Assad's regime it should distance itself from his bloody crackdown.

Both the U.S. and Britain signalled Monday that they see no purpose in dealing with Mr. al-Assad any longer and talked of cementing ties with Syria's opposition forces even as chances dim for a peaceful resolution to 11 months of bloodshed.

"This is a doomed regime as well as a murdering regime," British Foreign Secretary William Hague said as he recalled his country's envoy. "There is no way it can recover its credibility internationally."

U.S. President Barack Obama said the Syrian leader's departure is only a matter of time.

"We have been relentless in sending a message that it is time for Assad to go," Mr. Obama told NBC.

"This is not going to be a matter of if, it's going to be a matter of when."

The most serious violence Monday was reported in Homs, where Syrian government forces, using tanks and machine guns, shelled a makeshift medical clinic and residential areas on the third day of a relentless assault, killing a reported 40 people, activists said.

Prime Minister Stephen Harper plans to broach Beijing's ongoing support for the al-Assad government during his trip to China this week – but he faces a delicate task as he will be keen not to derail expanding bilateral economic relations.

The real diplomatic focus of Canadian efforts remains Russia – seen as the leader in vetoing the security-council resolution.

The Russians are reluctant to side with the West in the Syrian crisis. But Canadians are arguing that an arms embargo would send a signal Moscow does not condone Mr. Assad's attacks on his own citizens.

Canada is trying to persuade the Russians "at a minimum" to stop selling arms to Syria, a government source said, "so as not to appear either overtly or unintentionally complicit in what [the al-Assad regime] is doing."

They have been pressing that argument in recent weeks, and Canadian diplomats have repeated this message again with authorities in Russia, the source said.

"That's been taken to Moscow and is being considered."

Canada has no plans right now to shutter its embassy or diplomatic presence in Damascus despite reducing staff there

Beijing this week will be trying to explain why Canada thinks China made a grave error in vetoing a draft UN security-council resolution condemning the violent crackdown by Mr. al-Assad's regime.

He may as well save his breath. For China, this is another coming-of-age moment, a decision to tell the world that the United States and the West don't get to make all the rules any more. There's nothing that the Prime Minister of Canada can say to persuade China to stand aside, as it feels it was pressured into doing on a similar UN resolution on Libya.

"Era of abstention shifts to confident veto," was the title of the lead editorial in Monday's edition of the Global Times, a newspaper controlled by the ruling Communist Party. China abstained last spring on UN Security Council Resolution 1973, which was used as the basis for NATO military intervention in Libya.

"China needs to speak out. Hiding its true thinking does not help avoid trouble," the editorial read. "The veto may have its consequences, but the Chinese people are willing to face it together."

It's the same line emanating from Russia: The United States pressured Moscow to abstain on Resolution 1973 and allow the creation of a no-fly zone over Libya. The U.S. and its allies then pushed military action far beyond what Russia expected, creating the conditions for Moammar Gadhafi's regime to be toppled. The Kremlin says it

The Wall Street Journal (USA)

# U.S. Shuts Syria Mission; Russia Hits Back

The U.S. closed its embassy in Damascus on Monday, citing rising violence, a day before Moscow was due to dispatch high-level envoys to Syria for talks with one of the Kremlin's last allies in the region, besieged President Bashar al-Assad.

By Gregory L. White in Moscow and Charles Levinson in Cairo

But with the Syrian army renewing assaults on rebel positions, there seemed to be little chance that the Russian officials would be able to avert a deepening of the conflict, which the United Nations said had killed 5,400 even before bloodshed reached new levels in recent weeks.

Western leaders stepped up their criticism of the Kremlin, which was joined by China over the weekend in vetoing a draft resolution at the U.N. Security Council that would have called on Mr. Assad to step aside.

At a summit on Monday, French President Nicolas Sarkozy called the failure of the resolution a "scandal." His German colleague, Angela Merkel, denounced the result as "appalling" and warned Russia that

it risks being on the wrong side in "a historic situation."

Mr. Sarkozy said he planned to speak by phone later Monday with Russian President Dmitry Medvedev on the issue, but a Kremlin spokesman said no call was scheduled.

The European condemnation came one day U.S. Secretary of State Hillary Clinton called the Russian-China veto a "travesty" and said Washington and its allies would seek to work outside the Security Council to ensure political change in Syria. She said the U.S., Europe and some Arab states would establish a "Friends of Syria" network to strengthen Syria's political opposition and increase the Assad regime's diplomatic and economic isolation.

Mrs. Clinton stressed that this alliance wasn't considering undertaking military action inside Syria.

Moscow denounced the international barbs aimed in its direction. Foreign Minister Sergei Lavrov dismissed them as "on the edge of hysteria," telling Russian news agencies in Moscow that a compromise might have been possible had the Security Council held off on its vote until after the Russian mission to Damascus

on Tuesday. "But for somebody, it was more important to have someone else to blame for what's happening," he said.

China rejected accusations that its veto was obstructionist, saying it was forced into staking out that position after some Security Council members pressed for a vote before disagreements had been resolved.

"China does not have selfish desires in the Syria issue," said Foreign Ministry spokesman Liu Weimin during a daily press briefing Monday. "As a responsible large country, China will join together with the international community to continue playing an active and constructive role on the Syria issue."

Mr. Liu didn't offer specifics on how China proposes to end the violence in Syria in the absence of a U.N. resolution.

The Security Council vote was held Saturday, following reports that a Syrian attack in the city of Homs had killed more than 200 people, in one of the conflict's deadliest episodes yet.

On Monday, Syrian forces continued a heavy assault on the city of Homs for the third straight day,

with tanks surrounding restive neighborhoods and pounding them with artillery, rockets, mortars and tank shells throughout the day, according to residents reached by phone.

The Syrian Observatory for Human Rights, a U.K.-based opposition group that tabulates casualty reports from across Syria, said at least

**China said it was forced to veto the Security Council measure because the vote was premature.**

23 people had been killed as of early afternoon Monday, and expected that number to rise. At least 10 people were killed in clashes elsewhere in the country, the group said.

A resident of the city's restive Inshaat neighborhood said by telephone that helicopter gunships were deployed for the first time Monday in Homs, firing rockets into residential areas. The claim couldn't be verified. If true, the use of helicopters

would be a significant escalation by President Assad, as many expected, in the wake of the U.N. veto.

"The regime hasn't used artillery and tanks much, and it hasn't used aviation at all, until recently," said a Damascus-based political analyst. "Now its beginning to use heavier weapons to punish whole neighborhoods collectively. This is something new and what happened at the UN is providing cover for that."

The Syrian state news agency denied responsibility for the deaths, blaming violence on rebel gunmen.

Mr. Lavrov declined to detail Monday what message he and spy chief Mikhail Fradkov will carry to Damascus on Tuesday, saying only that Moscow will renew its calls for Mr. Assad to "accelerate the reforms that have been announced."

Opposition leaders and analysts say the political changes that Mr. Assad has offered, though they would have seemed radical before the start of the 11-month insurgency, are now hardly likely to be enough to satisfy opponents.

—Jay Solomon in Washington and Brian Spegle in Beijing contributed to this article.

New York Times – International Herald Tribune (USA)

# Russia sends mission to Syria

Worried about Western intervention, Kremlin seeks ‘stabilization’

BY WILL ENGLUND

MOSCOW – A meeting scheduled for Tuesday between top Russian officials and Syrian leader Bashar al-Assad is being portrayed by the Russian government as an attempt to bring about “the swiftest stabilization of the situation in Syria” in response to the growing conflict.

The move is an effort to seize the initiative on Syria from the Western powers — and from the United States, in particular — and to prevent an international intervention.

Before he left for Damascus, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov and U.S. Secretary of State Hillary Rodham Clinton traded barbs over a tough United Nations resolution on Syria, proposed by the Arab League, that Russia and China vetoed Saturday.

“Certain Western states are trying to obscure the developments with hysterical statements on Russia’s veto of the Syria resolution,” Lavrov said Monday. “To put the Syria resolution to a vote despite our request to wait for Russia’s report after its visit to Damascus is disrespectful.”

Clinton had denounced the vetoes as a “travesty” and had said that countries that opposed the Arab League plan “bear full responsibility for protecting the brutal regime.” Speaking Sunday in Sofia, Bulgaria, Clinton also took an apparent swipe at Russia and its arms shipments to Syria, saying that the United States would “work to expose those who are still funding the regime and sending it weapons that are used against defenseless Syrians, including women and children.”

Lavrov will be accompanied by the head of Russian foreign intelligence, Mikhail Fradkov.

Russia maintains that it is not

siding with Assad but trying to prevent a foreign intervention that it fears would be bloody and sow chaos in one of the few Middle Eastern countries with which Russia has good relations. Moscow worries about a repeat of what happened in Libya, where it believes Western forces took advantage of a U.N. resolution to conduct a far wider action than promised.

At the same time, a Foreign Ministry statement said Russian President Dmitry Medvedev ordered the mission to Damascus because Russia “firmly intends to seek the swiftest stabilization of the situation in Syria on the basis of the swiftest implementation of democratic reforms whose time has come.”

This is not the first last-ditch effort by Moscow to head off Western intervention. In 1990, Yevgeny Primakov met with Iraqi leader Saddam Hussein in an effort to forestall Operation Desert Storm. In 1999, Primakov went to Belgrade to meet with Slobodan Milosevic on the same errand, as NATO was preparing the air war over Kosovo. Neither effort succeeded.

Syria is an important customer for Russian arms sales and hosts a naval supply base, but analysts agree that alarm in Moscow over popular uprisings is the main driver of Russian policy. Prime Minister Vladimir Putin, who is running for president, sees Western interference behind nearly every mass protest — including in his own country.

But several experts argue that Syria presents another wrinkle: A long-held Russian antipathy toward Saudi Arabia is once again coming to the fore, as Moscow believes the Saudis seek to bolster their Sunni counterparts in Syria.

“The Russian establishment and public opinion don’t buy the picture of a peaceful pro-democracy movement suppressed by dictatorship,” wrote Fyodor Lukyanov, a leading foreign policy expert, for the Russia Today Web site. “Well-trained and heavily-armed rebel groups have support from the out-

side, primarily from Saudi Arabia and Qatar.”

Russia, he said, understands that Assad, a member of the Alawite minority, can’t rule indefinitely but wants to manage his exit in a way that preserves the status quo as much as possible — and not hand a victory to the Saudis.

Russia blames Saudi missionaries for spreading a puritanical and, Russians believe, extremist form of Islam among Russian Muslims after the collapse of the Soviet Union. Radical Islam is a huge concern among the Russian leadership, especially in the North Caucasus and along the Volga River, two traditionally Muslim regions that in the past subscribed to a tolerant practice of the religion. Russia has fought two wars in Chechnya against Muslim separatists.

Russians believe that the Saudis have “duped” Americans into supporting Islamist-influenced uprisings, Mark Katz, a Russia and Middle East expert at George Mason University, said in a recent interview.

Russian anger at the United States is further rooted in the belief that once the Americans pull out of Afghanistan, Russia will be at far greater risk from an upheaval there than the United States, because of its proximity.

Georgy Mirsky, a senior researcher at the Institute of World Economy and International Relations, told the newspaper *Nezavisimaya Gazeta* that Russia’s blocking of the U.N. resolution is unlikely to deter Saudi Arabia. “Saudi Arabia, Qatar and Turkey will not be standing aside: They will send military instructors, advisers and arms to Syria without any U.N. Security Council resolutions,” he was quoted as saying. “The Muslim Brotherhood movement may come to power in Syria instead of Assad.”

“All this may result in a bloody massacre of the Alawites and a confrontation between the Sunnis and Shiites in the Middle East,” he said.

*englundw@washpost.com*



The Wall Street Journal (USA)

# Obama Falls Into a U.N. Trap

**R**emember when the United Nations was going to be the new global venue for "collective security"? The place where the Obama Administration's faith in diplomacy and willingness to lead from behind would pay off in world solidarity against dictators and thugs?

So much for that. On Saturday, Russia and China vetoed a U.S.-backed Security Council resolution supporting an Arab League plan to ease Syria's Bashar Assad from power.

U.S. Ambassador to the United Nations Susan Rice now says she's "disgusted." Secretary of State Hillary Clinton called the veto "a travesty" and struck a note of unilateralism that would make Dick Cheney proud: "Faced with a neutered Security Council, we have to redouble our efforts outside of the United Nations with those allies and partners who support the Syrian people's right to have a better future." She added that "Assad must go."

Coalition of the willing, anyone?

The surprise is that the U.S. should be so surprised. Moscow had been signaling for weeks that it would protect its client in Damascus even as Mr. Assad added to his death toll, now at more than 5,000.

Foreign Minister Sergei Lavrov has defended Russian arms sales to Syria and ruled out any new U.N. moves. This week he plans a solo "peace mission" to Damascus that looks like a transparent attempt to buy Mr. Assad more time for killing.

This is what happens when a U.S. Administration sees the world as it would like it to be, not the way it is. The White House apparently believed its own spin that last year's Libyan operation signaled a brave new multilateral era. But Russia abstained on that U.N. resolution, and strongman Vladimir Putin raged that he had been duped when NATO used the

resolution to claim the authority to oust Moammar Gadhafi. The Libyan mission succeeded after much needless delay only because the U.S. military provided most of the firepower behind a NATO and Arab facade.

Russia doesn't count for much anymore in world affairs, but it does retain its U.N. veto. Mr. Putin has his own domestic upheavals to consider as he seeks to become president again, and he isn't about to set a precedent for U.N. intervention against a bloody-minded ally. Ditto for the Chinese. The American

stop an anti-Assad coalition that includes the Turks, all of non-Russian Europe, the U.S. and the Arab world.

Having been humiliated by the Russians, the U.S. could now try a Plan B. One precedent is Kosovo in the 1990s, another case where the Russians tried to block the

world from acting. President Clinton ignored the Security Council and led a coalition to stop Slobodan Milosevic's genocide against the Kosovar Albanians.

In Syria today, the Turks, Arabs, Europeans and Americans can arm and fund the opposition on their own and unite to tighten sanctions around Mr. Assad and his cronies. A no-fly zone above Syria also shouldn't be ruled out, especially when the Assad government is doing in Homs and elsewhere what Gadhafi would have done in Benghazi if NATO hadn't intervened.

Americans are preoccupied by domestic issues, but Syria is a good test of President Obama's foreign policy. He has put the credibility of his office on the line by declaring that Syria's tyrant must leave. With each week of Mr. Assad's brutality, the cost in lives and the odds of civil war will continue to rise unless Mr. Obama does more than bow before the false moral authority of the U.N.

Haaretz (Palestine occupée / Occupied Palestine)

## Israel worried Syria's weapons may fall into terrorists' hands

By Amos Harel

With violence mounting, the growing threat to President Bashar Assad's regime is raising concern in Israel that weapons from Syria's military could fall into the hands of terrorist groups, defense officials told Haaretz yesterday.

Following the bloody weekend assault on Homs by Assad's forces, Israeli defense sources said large amounts of weapons could be transferred to Hezbollah, in Lebanon, or to other organizations.

The weapons include advanced SA missiles, high-trajectory long-range rockets and missiles, and biological and chemical weapons, the officials said.

Speaking last week at the Herzliya Conference, Defense Minister Ehud Barak said: "It is difficult to predict exactly what will happen in Syria. We're watching for attempts to pass advanced weapons systems that could edge the delicate balance in Lebanon to Hezbollah."

Incoming Israel Air Force chief Maj. Gen. Amir Eshel told foreign journalists in Jerusalem last month that, as far as Assad's fall is concerned, "the question is when, not if. And the big question is what will happen the following day."

Eshel said Israel's immediate concern is Syria's huge cache of chemical and biological weapons – coming mainly from East European states – and into whose hands it will fall.

"What has been passed on to Hezbollah so far? What will be passed on in the future? What will be divided between the two factions in Syria?" he asked.

Israel has been warning for several years that Syria may provide Hezbollah with advanced weapons systems. The foreign media reported that Hezbollah has main-



A member of the Free Syrian Army at a protest in Idlib yesterday. <sup>AP</sup>

tained training bases and arsenals in Syria, near the Lebanon border, since 2008. Arab media reported Syria had moved Scud missiles to Hezbollah camps in Lebanon and that advanced SA missiles had been set up in the mountains of Lebanon.

Other reports, unconfirmed by Israel, said Israel considered attacking convoys carrying weapons from Syria to Lebanon on several occasions in recent years.

However, the concern is greater now because Assad's forces seem to be losing their grip on the state. This could result in passing weapons to Hezbollah, or in radical Sunni factions taking over the arsenals, the officials said.

After Muammar Gadhafi's regime collapsed in Libya last year, the army's caches were looted and SA missiles and rockets found their way to various terror organizations – from militias in east Africa, to Hamas and Islamic Jihad in the Gaza Strip, officials said.

**GORMAN REAL ESTATE-**  
**The Sign of Success**

Luxurious Seaside Living  
the Opera Tower and the center of Tel Aviv

FOR ALL OUR CLIENTS, VIEWING ANY PROPERTY  
WILL BE MADE BY APPOINTMENT ONLY.

**SINCERE, SUPERB SERVICE GUARANTEED!**

**FOR RENT: SEA EXECUTIVE** – 2 rooms, 60 sq.m., balcony with magnificent sea view, fully furnished, **SPECIAL PRICE – NIS 8,000!**

**FOR RENT: OPERA TOWER** – 2 rooms with stupendous sea view, renovated, high, furnished. **LONG-TERM FOR NIS 8,000!**

**FOR RENT: ISROTEL PROJECT** – 2 spacious rooms, magnificent front sea view, furnished, balcony, high. **VERY ATTRACTIVE PRICE!**

**FOR RENT: OPERA TOWER – PENTHOUSE!** 5 fabulous rooms facing the sea, 40 sq.m. balcony, parking, pool, **GORGEOUS!**

**FOR SALE: OPERA TOWER – PENTHOUSE!** 3 rooms, 200 sq.m., + 35 sq.m. balcony with fabulous front sea view, modern decor. **ONLY FOR APARTMENT CONNOISSEURS!**

**FOR SALE: OPERA TOWER** – 3 spacious rooms (173 sq.m.) + large balcony facing the sea, tastefully renovated, parking. **PERFECT ALL YEAR ROUND!**

**FOR SALE: OPERA TOWER** – 4 large rooms + balcony facing the sea/marina, 145 sq.m., high floor, parking, pool. **CAN BE RENTED OUT ALL YEAR ROUND!**

**FOR SALE: ISROTEL TOWER** – 2 rooms (78 sq.m.) + sea-facing balcony, breathtaking views in every direction. **LUXURY APARTMENT!**

See the properties at our website  
[www.gorman-realestate.co.il](http://www.gorman-realestate.co.il)  
**+972-54-653-6687, +972-3-549-8498**

Haaretz (Palestine occupée / Occupied Palestine)



Amos Biderman | amosb@haaretz.co.il

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

# China defends Syria veto, doubts West's intentions

*Veto exposes rift over Beijing's international role*  
• *China wary after experience with Libya*

• By CHRIS BUCKLEY

BEIJING (Reuters) – China defended its rejection of a UN resolution pressing Syrian President Bashar Assad to abandon power, with a top state newspaper saying Western intervention in Libya, Afghanistan and Iraq exposed the risks of forced regime change.

China said its blocking, along with Russia, of the UN resolution that would have backed an Arab plan urging Assad to quit, did not amount to supporting the Syrian leader. Activists accused his forces of bombarding part of the city of Homs before the UN vote in the worst bloodshed of the 11-month uprising.

"On the issue of Syria, China is not playing favorites and nor is it deliberately opposing anyone, but rather is upholding an objective and fair stance and a responsible position," Chinese Foreign Ministry spokesman Liu Weimin told reporters in Beijing.

Western powers that initiated the UN Security Council vote on their draft resolution were culpable for not going far enough in seeking compromise, said Liu.

"Our goal is for the Syrian people to escape violence, conflict and flames of war, and not to make the problem even more complicated," he said. "Unfortunately, the countries that proposed the resolution forced a vote despite the serious differences among various sides, and this approach was not conducive to the unity and

authority of Security Council and is not conducive to the appropriate resolution of the problem. Therefore, China voted against the draft resolution."

China's explanation is unlikely to mollify critics in Western capitals and the Middle East.

The conflicting Chinese and Western positions have exposed a wider rift about how China should use its growing influence and whether it should forsake its long-standing, albeit unevenly applied, principle of non-interference in other countries' domestic conflicts.

China's siding with Russia over Syria could add to irritants with the United States. Vice President Xi Jinping, the Communist Party's likely next leader, is due to visit there next week.

"Whatever the [Syria] resolution may have said on paper, both China and Russia worried that it could have laid the way for legitimizing another armed intervention," said Guo Xian'gang, a senior research fellow at the China Institute of International Studies, a government-run think-tank in Beijing.

China is one of the five permanent UN Security Council members that hold the power to veto resolutions.

Russia and China's veto on Saturday came a day after activists said Syrian forces killed more than 200 people in Homs. Syrian forces bombarded the city again on Mon-

day, killing 50 people, the opposition said.

All 13 other members of the Security Council voted for the resolution, which also called for a withdrawal of Syrian troops from towns and the beginning of a transition to democracy.

Dozens of Syrian and Libyan demonstrators threw rocks, eggs and tomatoes at the Chinese embassy in Tripoli, where they also broke windows and sprayed graffiti on walls in a show of disgust at the veto.

Asked about criticisms, such as those from the US ambassador to the United Nations, Susan Rice, who said more bloodshed would be on Russian and Chinese hands, Liu said: "China does not accept such accusations."

The *People's Daily*, China's top party newspaper, also defended the veto, and suggested that Chinese distrust of Western intervention lay behind it.

"Currently, the situation in Syria is extremely complex. Simplistically supporting one side and suppressing the other might seem a helpful way of turning things around, but in fact it would be sowing fresh seeds of disaster," the newspaper, which echoes government thinking, said in the commentary.

The author of the commentary used the pen name "Zhong Sheng," which can mean "voice of China" and is often used to give the government's position on for-

eign policy.

The *People's Daily* spelled out broader Chinese concerns about US-backed action in the Arab world and beyond, citing the campaign in Libya. In March, China abstained from a Security Council vote that authorized NATO intervention in Libya.

The resolution became the basis for the NATO air campaign that led to the overthrow of Muammar Gaddafi, despite misgivings from Beijing and Moscow about the expanded campaign, which they said went beyond the resolution.

"Libya offers a negative case study. NATO abused the Security Council resolution about establishing a no-fly zone, and directly provided firepower assistance to one side," said the *People's Daily*. "The calamities of Iraq and Afghanistan should be ample to wipe clear the world's eyes. Forceful prevention of a humanitarian disaster sounds filled with a sense of justice and responsibility."

"But are not the unstoppable attacks and explosions over a decade after regime change a humanitarian disaster?"

Guo, the Beijing-based researcher, who is an expert on the Middle East, said the Libya experience probably still stung Chinese officials, who also worry about possible Western or Israeli military strikes against Iran's nuclear facilities. "If the Libya model was applied to Syria, then it could be applied again and again, so China and Russia were more resolute this time."

## France to speak to Russia on Damascus

PARIS (Reuters) – French President Nicolas Sarkozy said on Monday he would speak with Russian President Dmitry Medvedev later in the day to discuss the situation in Syria, which he described as a "scandal."

Sarkozy, Saturday, said Paris was consulting with Arab and European countries to create a Syrian contact group to find a solution to the crisis after Russia and China vetoed a resolution at the UN Security Council.

"France and Germany will not abandon

the Syrian people," Sarkozy said after a summit in Paris with German Chancellor Angela Merkel. "What's happening is a scandal. We will not accept that the international community remains blocked," he said.

Paris has been prominent in Western efforts to try to force Assad to end a crackdown on protests and has suggested a need to set up zones to protect civilians, the first proposal by a Western power for outside intervention on the ground.

Merkel, whose country had co-sponsored the UN resolution with Arab League backing, said she was "appalled" it had not been voted through and backed Sarkozy's calls for a Syrian contact group.

"I have to say here, Russia must ask itself if we are really in a historical situation where policy should be made separately from the Arab League. I can't imagine that this will prove to be a big success," she said.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

# Veto russe : les critiques internationales ne faiblissent pas

**Syrie** Washington ferme son ambassade à Damas ; Riyad met en garde contre une « catastrophe humanitaire ».

Barack Obama s'est engagé à rester ferme hier dans l'application des sanctions infligées à la Syrie et à accentuer la pression sur son homologue Bachar el-Assad pour l'amener à renoncer au pouvoir. « Je pense qu'il est très important pour nous d'essayer de résoudre cela sans recourir à une intervention militaire extérieure et je pense que c'est possible », a ainsi déclaré le président des États-Unis dans un entretien diffusé hier par la chaîne NBC. Joignant la parole aux actes, les États-Unis ont fermé leur ambassade à Damas et évacué leurs derniers fonctionnaires présents en Syrie, le régime n'ayant pas répondu aux inquiétudes de Washington en matière de sécurité, a rapporté CNN. Citant un haut responsable du département d'État, la chaîne d'information a expliqué que l'ambassade était devenue « une cible potentielle » d'attentat-suicide. Washington a confié à la Pologne la tâche de la représenter en Syrie.

Les propos de M. Obama interviennent alors que le blocage reste entier au niveau de la communauté internationale face au conflit en Syrie. Samedi, la Chine et la Russie ont opposé au Conseil de sécurité de l'ONU leur veto au projet de résolution condamnant la répression en Syrie et soutenant

le plan arabe de sortie de crise. Le porte-parole du président Obama, Jay Carney, a affirmé, sans toutefois citer Pékin ou Moscou, que certains pays « ne devraient pas essayer de parier sur le régime Assad, car c'est un pari perdu d'avance ». « Tout miser sur Assad, c'est se vouer à l'échec », a insisté M. Carney, en assurant que M. Assad possédait un contrôle « au mieux très limité » sur son pays et que ses ressources financières se tarissaient. Il a aussi qualifié le pouvoir en place à Damas de « régime criminel ».

Dans la soirée, les États-Unis ont annoncé avoir dépêché à Moscou un haut responsable du Trésor chargé des régimes de sanctions du gouvernement américain. Daniel Glaser, sous-secrétaire adjoint au Trésor chargé de la lutte contre le financement du terrorisme, doit se rendre dans la capitale russe entre lundi et vendredi à l'occasion d'une tournée internationale consacrée à une « large palette de sujets », notamment l'Iran et la Syrie.

La Grande-Bretagne a quant à elle rappelé pour consultations son ambassadeur à Damas afin de protester contre la répression, a annoncé au Parlement le chef de la diplomatie britannique, William Hague. L'ambassadeur de Syrie à Lon-

dres a pour sa part été convoqué au Foreign Office où lui a été remise une protestation officielle contre la poursuite des violences. L'ambassadeur de Belgique en Syrie a également été rappelé immédiatement à Bruxelles par le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders pour consultation.

Après l'échec des efforts diplomatiques à l'ONU, les États-Unis et l'Union européenne ont annoncé leur volonté de renforcer les sanctions contre Damas. Et à Paris, le président français Nicolas Sarkozy a promis que l'Allemagne et la France ne laisseraient « pas tomber le peuple syrien » et n'accepteraient pas « le blocage d'une communauté internationale », lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel. Plus tôt, Gérard Longuet, ministre de la Défense, s'était lui aussi indigné du veto sino-russe, assurant qu'il y a « des cultures politiques qui méritent des coups de pied au cul ». La Suisse a de son côté allongé une nouvelle fois la liste des personnes en Syrie faisant l'objet de restrictions de déplacements, en ajoutant 34 personnes, qui en compte désormais 108, selon un communiqué publié à Berne.

Le secrétaire général de

l'ONU Ban Ki-moon a pour sa part averti le gouvernement syrien que le blocage d'une résolution au Conseil de sécurité ne lui donnait aucun droit d'accentuer la répression contre son propre peuple. Le président turc Abdullah Gül a exprimé de son côté la déception de son pays après le double veto, appelant les différentes parties à « se rappeler que la guerre froide est finie ».

À Riyad, le Conseil des ministres saoudien a appelé à « des mesures décisives » pour arrêter « l'effusion de sang en Syrie », mettant en garde contre « une catastrophe humanitaire » dans ce pays. L'Arabie saoudite, qui a fait montre de fermeté à l'encontre du régime syrien depuis le début des troubles en Syrie, n'a pas précisé la nature des mesures décisives qu'il préconise. L'appel de Riyad intervient alors que les ministres des Affaires étrangères des six monarchies pétrolières du Golfe, dont l'Arabie saoudite, doivent tenir une réunion samedi dans la capitale saoudienne consacrée à la crise syrienne.

Sur un ton beaucoup plus alarmiste, le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil el-Arabi, a affirmé hier que l'usage des armes lourdes contre la population en Syrie marque une escalade qui pousse le pays vers

la guerre civile, estimant que la Russie et la Chine ont perdu de leur crédit diplomatique dans le monde arabe.

Les Frères musulmans de Syrie ont en outre accusé la Russie, la Chine et l'Iran d'être « complices des massacres » commis dans le pays, en fournissant au régime « soutien » politique et « armes ».

Par ailleurs, une source diplomatique européenne a indiqué à notre correspondante aux Nations unies, Sylviane Zéhil, que dans cette affaire de veto, le rôle du représentant russe aux Nations unies Vitali Tchourkine tiendrait plus du « télégraphiste que du véritable négociateur », M. Tchourkine s'étant vu opposé deux « niet » de Moscou, après avoir laissé entendre, la semaine dernière, que des progrès étaient possibles sur la question de la résolution.

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la majorité de l'opposition, a quant à lui appelé à encercler les ambassades syriennes à travers le monde pour dénoncer un « génocide » mené par le régime de Damas. Une manifestation a d'ailleurs eu lieu à Alger où un imposant dispositif de sécurité a maintenu les protestataires à distance de la représentation syrienne.

Enfin, le chef de la diplomatie française Alain Juppé a reçu à Paris le président du CNS Burhan Ghalioun, lui exprimant le « soutien » de la France au peuple syrien. Le ministre s'est également entretenu au téléphone avec le secrétaire général de la Ligue et avec le Premier ministre du Qatar cheikh Hamad ben Jassem al-Thani, avec qui il a eu des « consultations intenses » en vue de la constitution d'un « Groupe des amis de la Syrie ».

(Source : agences)



Barack Obama s'est engagé à rester ferme hier dans l'application des sanctions infligées à la Syrie. Mandel Ngan/AFP

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

## Moscou déplore la réaction « hystérique » des Occidentaux

### La Russie et la Chine justifient leur veto.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a déploré hier la réaction « hystérique » de l'Occident après le veto russe et chinois à la résolution de l'ONU condamnant la répression en Syrie. « Certaines voix en Occident qui réagissent au vote à l'ONU sont indécentes et presque hystériques », a ainsi déclaré M. Lavrov. « Un proverbe dit "Celui qui se fâche a rarement raison". Les déclarations hystériques ont pour but de dissimuler ce qui se passe, à savoir le fait qu'il y a plusieurs sources à l'origine des violences en Syrie », a-t-il poursuivi en citant notamment des « groupes extrémistes armés » proches de l'opposition. « C'est pour cette raison que nous avons soutenu de manière active en novembre l'initiative de la Ligue arabe sur la nécessité de faire cesser les violences d'où qu'elles viennent », a souligné M. Lavrov. Il a rappelé que cette disposition était présente dans le projet de résolution voté au Conseil de sécurité samedi, mais qu'il ne préconisait de mesures détaillées que pour le gouvernement syrien.

#### Lavrov aujourd'hui à Damas

M. Lavrov qui se rend aujourd'hui à Damas en compagnie du chef des services de renseignements extérieurs russes, Mikhaïl Fradkov, a par ailleurs déploré le fait que la résolution avait été votée avant leur mission en Syrie. « Nous avons demandé aux coauteurs

de la résolution d'attendre encore quelques jours pour qu'on puisse discuter de la situation » après cette visite, a souligné M. Lavrov, ajoutant qu'il « est déplorable que la résolution ait connu un tel sort ». Il a refusé de révéler le message qu'il allait transmettre au président syrien, mais plusieurs experts russes ont estimé qu'il pourrait négocier les conditions de son départ. « Le départ de M. Assad, un thème-clé pour les Occidentaux, sera à l'ordre du jour » de cette mission après « cette impasse à l'ONU qui se déroule sur fond de guerre civile en Syrie », estime Evguéni Satanovski, président de l'Institut pour les études sur le Proche-Orient. Pour l'historien Vladimir Akhmedov, spécialiste du Proche-Orient, la Russie « effectue une mission de reconnaissance » pour évaluer la situation sur place. « Il est possible qu'il y ait une tentative de convaincre le président Assad d'accepter la proposition de la Ligue arabe », c'est-à-dire céder sa place à un vice-président, poursuit l'expert cité par l'agence RIA-Novosti. L'objectif de Moscou est de montrer aux Occidentaux qu'après avoir mis son veto, la Russie est prête à « prendre des mesures concrètes pour trouver des solutions politiques », selon lui. Boris Dolgov, de l'Institut de l'Orient de l'Académie des sciences russes, pense en revanche que la Russie va insister sur « les réformes démocratiques, l'organisation d'un référendum constitutionnel et la tenue de nouvelles élections législatives ». « Le départ d'Assad

entraînerait le chaos. Il a un fort soutien populaire et son départ est impossible, à moins d'une intervention étrangère », poursuit l'analyste, estimant que si « la Russie laisse tomber la Syrie », son allié traditionnel à qui elle vend des armes, « elle perdra son influence dans la région ».

#### Poutine vs Occident

Pour de nombreux analystes, le veto russe s'explique moins par un soutien indéfectible à M. Assad ou à l'espoir de voir la Syrie revenir à la situation d'avant mars 2011 qu'à la volonté de Vladimir Poutine, qui entend être réélu à la présidence en mars, de démontrer qu'il est prêt à s'opposer aux initiatives occidentales visant à produire des changements politiques dans des États souverains et à défendre les intérêts géostratégiques de son pays. « L'objectif extrême de la Russie est double : sauver ce qui peut être sauvé d'un naufrage du régime Assad et contenir l'influence occidentale sur son allié le plus important du monde arabe », estime Shashank Joshi, chercheur au Royal United Services Institute. Dans la situation présente, où M. Assad est soumis aux pressions conjuguées des capitales occidentales, de ses pairs arabes et de la contestation, la meilleure carte de la Russie pour préserver son influence pourrait être de rechercher « une transition contrôlée vers un nouveau régime dépouillé de M. Assad mais édifié autour des loyalistes de la dynastie Assad », ajoute-t-il. Mais Moscou joue serré. En



Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Quel message va-t-il délivrer à Damas ?

Yuri Kabanov/AFP

bloquant à deux reprises l'adoption de résolutions condamnant la répression, en octobre puis samedi dernier, en refusant de recevoir des groupes de l'opposition syrienne, la Russie a peut-être déjà dilapidé ses dernières chances d'être acceptée par les opposants syriens.

Côté chinois, Pékin a rejeté les accusations américaines selon lesquelles il protégeait la Syrie. Il a, en revanche, renvoyé pouvoir et opposition syriens dos à dos en appelant « toutes les parties » à cesser les violences. « Nous ne protégeons personne. Nous dé-

fençons la justice sur la question syrienne », a assuré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Le porte-parole a en outre assuré que la Chine « était prête à travailler avec la communauté internationale pour jouer un rôle positif et constructif dans la résolution de la question syrienne », sans toutefois dire comment.

Enfin, une cinquantaine de manifestants ont jeté des pierres, des œufs et des tomates sur l'ambassade de Chine à Tripoli pour dénoncer le veto.

(Source : agences)

# Crisis in Syria could affect Iran

Once-powerful partnership impaired as Al Assad's downfall may further undermine Tehran

BY RICK GLADSTONE

**Damascus** As anti-government forces in Syria's uprising have increased the pressure on President Bashar Al Assad to step down, Iran, his main Middle East supporter, also finds itself under siege, undermining a once-powerful partnership and long-time US foe.

It is an unusual position for Iran, and its vulnerability in Syria has not been lost on the United States, which has been imposing stiff economic sanctions on both countries.

In the calculus of predicting the political outcomes of the Arab Spring upheavals, some US officials and political analysts see the possible downfall of Al Assad as an event that could further undermine Iran as its economy reels under the sanctions imposed to get Tehran to suspend its nuclear programme.

"It would completely change the dynamic in the region," one Obama administration official said.

The departure of Al Assad, the thinking goes, not only would threaten to sever Syria from Iran, which has long been a goal of the US and its Arab allies, but also could deprive Iran of its main means of projecting power in the Middle East. If Al Assad were to fall, Tehran would lose its conduit for providing military, financial and logistical support to Hezbollah in Lebanon and Hamas in Gaza.

## Asserting influence

Moreover, the sanctions on Iran have severely impeded its ability to provide financial aid to Al Assad (let alone Hamas and Hezbollah), whose treasury has been depleted by the uprising and sanctions on Syria. Another senior administration official said Iran had nevertheless tried its best to prop up Al Assad, adding that "you would see

**COLLATERAL DAMAGE**

## Hamas caught in the crossfire

Many leaders of the Palestinian group leave Syria

**Damascus** The uprising in Syria, now in its 11th month, has caused extreme discomfort to Hamas, the Palestinian resistance organisation that has been based in Damascus, Syria, for years. On Friday, Khalid Mesh'al, Hamas' leader, left Damascus with no plans to return. Earlier in January, Esmail Haniya, Hamas' Prime Minister in Gaza, visited Turkey, a former Al Assad ally that is now perhaps his most powerful regional critic.

It is by no means a certainty that President Bashar Al Assad will depart soon, despite the increased pressure on him on the streets of Syria and at the UN Security Council, where an effort by Western powers and the Arab League is under way to force him aside.

But as signs of his unpopularity have spread in Syria and his list of supporters declines, Iran has been one of the few conspicuous allies of Al Assad that has not abandoned him — possibly because it has no al-

ternative. Many Syrians now view Iran as siding with their oppressor. There have been at least three instances in recent weeks of abductions of Iranians in Syria by anti-Al Assad forces.

## Seizure

The most notable was the seizure last month of five Iranians, whom Iran's state-run media called engineers but anti-Al Assad groups said were military advisers.

In a video posted online by a unit of the insurgent Free Syrian Army, which claimed to hold the Iranians, one of the men identified as a hostage said the five had been "involved in suppressing and shooting ordinary Syrians" and urged Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, "to order the Iranian military personnel who suppress the Syrians to be repatriated from Syria, so we can also return home".

— *New York Times News Service*

Al Assad fall faster if they weren't there".

Syria is likewise important to Iran's efforts to assert its influence over the region, particularly because it borders Lebanon, which provides access to Hezbollah, and Israel, which Iran has declared its enemy.

Ali Banuazizi, a political science professor at Boston College and a co-director of

its Middle Eastern and Islamic Studies Programme, said: "To put it bluntly, if Iran is a threat, then one way to weaken that threat would be to weaken Syria and to help the anti-[Al] Assad movement in Syria."

Iran has continued to publicly recite Al Assad's version of the uprising — that it is terrorism financed by foreign powers hostile to Syria.

At the same time, US officials said there was growing evidence that Iran was helping train and equip Syrian security forces.

"Our concerns include the fact that some of the tactics being used by the Syrian regime mirror tactics used in Iran against their own population and about increasing evidence of numbers of Iranians in and around Syria," the State Department spokeswoman, Victoria Nuland, said.

Still, Iranian officials have also urged Al Assad to show more flexibility toward his adversaries, advice he has ignored. While Iran will do what it can to ensure Al Assad's survival, a senior US official said the Iranians would not hesitate to seek a foothold with whoever succeeds Al Assad.

## Dwindling treasury

"There are certain constraints the [Al] Assad regime has that make it unable to reform its way out of this," said Andrew J. Tabler, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy and an expert on Syria. "[Al] Assad would have to undermine the very people he has to maintain order. I don't expect it's going to change now. I think the Iranians know that."

At the same time, Tabler said, Al Assad's control has been undermined by US and other sanctions, and the Syrian treasury is dwindling. Given the sanctions on Iran, which have handed Iranians their own economic crisis, the leaders in Tehran are unlikely to provide significant financial aid to Al Assad.

"Some time in the middle of the year Syria is going to run out of cash, and it will be interesting to see what happens," Tabler said. Al Assad's demise, he said, "would be the biggest blow to Iran's influence in the region in decades".

— *New York Times News Service*

The Hindu (Inde / India)

# Syria needs diplomacy, not intervention

A.G. Noorani

President Bashar al-Assad's government has used brute force to crush a genuine popular upheaval against his regime. The death toll is nearly 6,000. Human rights have been systematically violated. But the crucial question is how and what steps can international society lawfully take to bring an end to the crisis.

Libya is not a model for emulation but a warning to heed; more so, Iraq. Each was a split polity surviving on fragile unity. The Syrian regime, however unpopular, is supported by a significant section of people. Regime change through outside intervention wreaks havoc, violates the United Nations Charter, the rules of international law, and undermines the stability of the world order. These fundamentals must not be overlooked.

At the root of Russia and China's veto of the resolution on Syria in the Security Council on February 4, lies distrust, deep and justified. The world was taken for a ride twice by the Council's resolutions which did not authorise the use of force, but came in handy as fig leaves to cover the nudity of illegal recourse to war.

## Obama's fatwa

Statements made in the Council as well as their texts establish that Resolution 1441 of November 8, 2002, did not authorise an attack on Iraq. Nor did Resolution 1973, adopted on March 17, 2011, authorise the use of force against Libya. However, on February 26, President Barack Obama delivered a fatwa on Col. Muammar Qadhafi: "He should go." Now, on February 4, the very day the UNSC was to vote on the resolution on Syria, he peremptorily declared apropos President al-Assad: "He must step aside and allow a democratic transition to proceed immediately." Few would believe Hillary Clinton when she said, on January 31, "there is no intention to seek any authority or to pursue any kind of military intervention".

Suspicious of plans for regime change are justified. "Then you will start telling what King needs to resign and what Prime Minister needs to step down. This is not the business of the Security Council." Russia's Ambassador to the U.N. Vitaly Churkin remarked on January 31.

Textually, the resolution is misleading. It

If anything, the pursuit of regime change is hurting the international community's ability to end the crisis.



"calls for an inclusive Syrian led political process" but adds it "fully supports in this regard the League of Arab States' 22 January 2012 decision to facilitate a Syrian-led political transition to a democratic, plural political system, ... including through commencing a serious political dialogue between the Syrian government and the whole spectrum of the Syrian opposition under the League of Arab States' auspices, in accordance with the timetable set out by the League of Arab States; Encourages the League of Arab States to continue its efforts in cooperation with all Syrian stakeholders."

As Neil Macfarquhar of *The New York Times* reported: "Three clauses that endorsed specific aspects of the Plan — including that Mr. Assad delegate his authority to his vice-president to speed a transition to democracy — were removed. But Arab and Western diplomats said the essential idea remained, even if it was not spelled out."

## 'Demands, does not recommend'

The Resolution, obviously adopted under Chapter VII, "demands," does not "recommend." It says: "Demands that the Syrian government, in accordance with the Plan of Action of the League of Arab States of 2 November 2011 and its decision of 22 January 2012, without delay." Six steps are listed. Finally, the Council "Requests the Secretary General to report on the implementation of

this resolution, in consultation with the League of Arab States, within 21 days after its adoption and to report every 30 days thereafter. Decides to review implementation of this resolution within 21 days and, in the event of non-compliance, to consider further measures." Of what avail the disavowal "Nothing in this resolution authorizes measures under Article 42 of the Charter" when the threat is implicit in the text itself? The League's Plan which is endorsed provides for Mr. al-Assad to step down.

Bashar al-Assad is no pushover. Diplomacy should seek his consent to a plan which leaves him in office but ensures a democratic transition. The resolution is not an aid to diplomacy but an instrument of duress. The Arab League and its Western backers were impatient on regime change.

Regime change has furtively acquired certain respectability. Time there was when Gladstone told the House of Commons on April 2, 1880 that "The rights of a Power, the rights of a nation, ought not to be invaded because it happens to have the misfortune of a despotic government."

The law was laid down by the International Court of Justice on April 9, 1949, in the *Corfu Channel* case: "The Court can only regard the alleged right of intervention as the manifestation of a policy of force, such as has, in the past, given rise to most serious abuses and such as cannot, whatever the present defects of international organization, find a place in international law... from the nature of things it would be reserved for the most powerful States; ..." These words are more relevant now than they were in 1949. This was reaffirmed in the *Nicaragua* case in 1986. The Court rejected intervention at a "request for assistance made by an opposition group in another state."

The collapse of the USSR in 1991 opened new vistas of the play of power. In 1986, a British Foreign Office Policy Paper noted that "the overwhelming majority of contemporary legal opinion comes down against the existence of a right of humanitarian intervention". In 1992, the Foreign Office held:

"international law develops to meet new situations; we believe that international intervention without the invitation of the country concerned can be justified in cases of extreme humanitarian need."

In this climate came R2P. In an inspired moment in 2000, the Canadian movement picked on the egregious Gareth Evans of Australia, with Mohamed Sahnoun of Algeria, doubtless both of undying reason, to co-chair an independent International Commission on Intervention and State sovereignty. They coined the phrase "responsibility to protect".

The doctrine was not accepted by the U.N. General Assembly on September 14, 2009, after a long debate. On September 24, 1999, Foreign Ministers of the Group of 77 "rejected the so-called right of humanitarian intervention, which has no basis in the UN Charter or international law". This represents the opinion of 132 states; 33 Asian, 51 African, 22 Latin American, and 13 Arab states.

## Crisis of legitimacy

Such an intervention inevitably entails regime change. One suspects that change is the main objective; human rights violations are a pretext for it. Witness the deafening silence on outrages by the favourites. Beneath the crisis in the U.N. system lies a deeper crisis of the legitimacy of an order which is devoid of an international consensus. That can be restored only by a wide consensus. We face a genuine humanitarian problem. Remember Biafra, Cambodia, Rwanda and Darfur.

Russia's Foreign Minister said on February 4 that the resolution on Syria was not "hopeless" and that "we support the call of the Syrian people for change." There was ample room for compromise. There is still time for that — a U.N. Mission comprising members of high credentials can go to Syria to bring about a settlement which leaves Mr. al-Assad in office but ensures democratic transition.

India's Permanent Representative to the U.N., Hardip Singh Puri, said "the main role of the international community, including this Council, is to facilitate engagement of the Syrian government with all sections of Syrian society." Nominating its adversary, the Arab League, to accomplish tasks set by the Resolution is no way to secure that "engagement."



# Taking A Stand

## *India must become a part of the solution in Syria*

In a significant departure from its usual hands-off approach, India's recent vote in favour of the UN Security Council (UNSC) resolution on Syria is welcome. Though the resolution failed to be adopted – thanks to the double veto by China and Russia – it is an indication that New Delhi is finally gaining the confidence to take a clear stand on geopolitical issues. For far too long, India's status as a key voice of the developing world has been in stark contrast to its cautious approach. Barring trade negotiations at the WTO, in most cases it has opted to not take sides. However, as the UNSC resolution on Libya last year proved, this strategy has paid little dividend. At a time when the Arab world is in the throes of an historic democratic transition, India can ill afford to watch from the sidelines. In order to become a serious stakeholder in the fast-changing political contours of the Middle East and North Africa, it must be proactive.

It is quite possible for India to maintain an independent foreign policy and yet take a stand. For example, it was India's insistence on an inclusive, Syrian-led political solution that precluded any provision of an international military intervention during the UNSC vote. It was also behind the resolution not insisting that Syrian President Bashar al-Assad step down. However, the fact that the civil war in Syria has claimed more than 6,000 lives cannot be ignored. New Delhi would do well to work with the Arab League and other stakeholders to persuade the warring factions to come to the talking table. An endorsement of stricter economic sanctions could also be contemplated. It's time India becomes a part of the solution in Syria.

Moscow Times (Russie / Russia)

# Lavrov Calls Anger on Syria Veto 'Hysteria'

REUTERS

Western anger at Moscow's decision to block a UN resolution on Syria has approached hysteria, Foreign Minister Sergei Lavrov said Monday, a day after U.S. Secretary of State Hillary Clinton called it a travesty.

Lavrov plans to travel to Damascus along with Russia's foreign intelligence chief on Tuesday for talks with Syrian President Bashar Assad, who faces pressure from the West, Arab states and opponents at home to step down.

Defending Moscow's decision to veto a Western-Arab draft in the Security Council that had urged Assad to give up power, Lavrov said Russia had asked for the vote to be delayed until after his visit. He had announced plans for the Syria trip just hours before the vote on Saturday.

"It is sad that the co-authors decided to hastily put the resolution to a vote, even though we appealed to them with a request to give it a few more days, including to make it possible to discuss the situation after (the trip)," he said.

The veto, in which Russia was joined by China, sparked expressions of outrage in the United States and Europe as well as among opponents of Assad in Syria. They say Syrian forces killed more than 200 people in Homs on Friday and have continued bombarding the opposition stronghold.

"Some of the voices heard in the West with evaluations of the results of the vote in the UN Security Council on the Syria resolution sound, I would say, improper, somewhere on the verge of hysteria," Lavrov said.

"This brings to mind the saying,



DENIS SINYAKOV / REUTERS

**Foreign Minister Sergei Lavrov making the rounds in the Middle East.**

"He who gets angry is rarely in the right," he said at a news conference following talks with Bahrain's foreign minister.

Lavrov said Western nations' refusal to postpone the vote "means that it was more important to them to put the blame on somebody for what is happening ... than to reach a consensus in the Security Council, which was completely realistic."

Former Russian Prime Minister Yevgeny Primakov also defended the veto, saying Washington was seeking to oust Iranian ally Assad to increase its influence in the Arab world and isolate Tehran, which the United States suspects is seeking to develop nuclear weapons.

"Syria has become a victim for the most part because it is close to Iran. The removal from power of the current

regime is part of a plan to isolate Iran," Primakov wrote in an article published in Monday's Rossiiskaya Gazeta.

"The United States and its NATO allies want to exploit the situation that arose in the spring of 2011 in the Arab world with the aim of getting rid of Arab regimes it dislikes," wrote Primakov, a Middle East expert who has also been Russia's foreign minister and spy chief.

Lavrov said the draft resolution put too little pressure on the opposition and "armed extremists," who Russia says must share blame for the bloodshed that has killed more than 5,000 people since Assad launched a crackdown on protests 11 months ago.

"Such a resolution would have meant the Security Council was taking the side of one participant in a civil war," he said.

Russia wanted to correct an "imbalance" by requiring armed groups to withdraw from cities at the same time as government forces and "halt attempts to seize whole neighborhoods, which has occurred and continues to occur."

Lavrov declined to say what message he and Foreign Intelligence Service Director Mikhail Fradkov would bring to Assad when they travel to Damascus on Tuesday at the behest of President Dmitry Medvedev. He said Russia was pressing Assad's government to implement democratic reforms more swiftly but that some opponents were using a peaceful movement pressing for reforms as a cover to seek "regime change" in Syria.

Lavrov emphasized that Russia favors a peaceful dialogue in Syria that is free of outside interference and preconditions. Moscow expressed discontent with earlier versions of the resolution that specifically called for Assad to cede power.

That language was removed in a bid to appease Moscow, but the vetoed draft still contained support for an Arab League plan that called for him to quit. Assad has given Russia its strongest foothold in the Middle East, buying billions of dollars worth of Russian arms and hosting a naval maintenance and supply facility that is Russia's only military base outside the former Soviet Union.

Russia's veto signaled that Prime Minister Vladimir Putin, who is likely to win a six-year presidential term next month, will do all he can to protect Russian geostrategic interests and stop the United States and its European allies from imposing their will in regions of common interest.

China Daily (Chine / China)

# Beijing remains impartial on Syria issue: FM

By LI LIANXING  
AND CUI HAIPEI  
CHINA DAILY

**BEIJING / DAMASCUS** — China will not take sides on the Syria issue, and will uphold justice and take a responsible attitude, Foreign Ministry spokesman Liu Weimin said on Monday.

“China is highly concerned about the development of the situation in Syria, and we have always urged the various parties in Syria to cease violence and avoid casualties among innocent civilians,” Liu said at a regular news briefing.

The vote on the United Nations resolution was forced despite the serious differences among various parties, he said, emphasizing that such practices do not help maintain the unity and authority of the UN Security Council, nor are they conducive to the proper resolution of the issue.

“Therefore, China voted against the draft resolution,” he said.

“As a responsible major power and permanent member of the UN Security Council, China will make concerted efforts with the international community and play a positive and constructive role in

settling this issue.”

Asked about an accusation made by the US Ambassador to the UN Susan Rice that China would have “blood on its hands” over its veto of the resolution, Liu said: “China does not accept such accusations. We uphold objective justice and take a responsible attitude.”

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov said on the same day that the Western-Arab draft UN Security Council resolution on Syria made demands of the government and its forces but required little of the opposition.

Speaking after talks with Bahrain’s foreign minister, Lavrov said Russia was pressing Syrian President Bashar al-Assad’s government to implement political reforms more swiftly, noting that some of Assad’s opponents were using the protest movement in Syria to seek a violent “regime change”.

However, he declined to say what message he would take to Assad when he travels to Damascus on Tuesday as an envoy of Russian President Dmitry Medvedev.

Also on Monday, a second explosion in a week ripped through an oil pipeline feed-

ing a main refinery in the city of Homs.

A plume of smoke was seen rising from the site, residents said.

The authorities and opponents of Assad have blamed each other for the explosions.

Regarding civilian casualties, Syrian Foreign Ministry spokesman Jihad Makdissi, said “mistakes” had been made by the government and those responsible would be held accountable.

“We will be holding everyone, whoever it is, accountable. We have a judicial committee and there are more than 4,000 cases before it,” he added.

The Arab League and Syria signed a protocol to supervise the situation in Syria, and the league sent its mission to the country in January.

When Syria agreed to extend the observers’ mission for another month, the league suspended its work due to the deteriorating situation and worsening violence.

“From our side, we want to help the mission accomplish its tasks, and we are ready to continue supporting them because we have never stopped our support,” Makdissi added.